

# ***l'Anti*capitaliste**

n°493 | 17 octobre 2019 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**CONTRE LA SALE GUERRE D'ERDOGAN  
ET LES COMPLICITÉS OCCIDENTALES**



**SOLIDARITÉ**

**AVEC LE ROJAVA!**

## **Dossier**

**MOBILISATION GÉNÉRALE  
POUR CONJURER LA  
CATASTROPHE CLIMATIQUE**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

La haine en continu  
Page 2

## **PREMIER PLAN**

Lubrizon: contre le crime  
industriel, la mobilisation  
ne fait que commencer  
Page 3



## **ACTU POLITIQUE**

Islamophobie: le gouvernement  
Macron organise la chasse aux  
musulmanEs Page 4

## **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Aurélie Garand  
du comité Justice et vérité pour  
Angelo Page 12



Par JOSÉPHINE SIMPLON

## La haine en continu

Depuis lundi, CNews ouvre quotidiennement son antenne à Zemmour de 19h à 20h. Malgré les indignations et les annulations de contrats publicitaires, le milliardaire Bolloré a donc maintenu son protégé, tout comme il l'avait fait pour Morandini accusé de harcèlement sexuel. Rappelons que Zemmour a été condamné deux fois par la justice pour ses propos incitant à la haine raciale et à la haine religieuse. Mais l'appât du buzz et de l'audimat n'a pas de limites pour la chaîne d'info de Canal+. Pour faire genre, la chaîne a collé une ancienne membre du CSA à la présentation, a trouvé trois chroniqueurs pour le « fondre dans la masse » et un contradicteur pour faire croire à un débat. Mais malgré ces artifices, c'est bel et bien une tribune incroyable offerte à Zemmour et à sa haine des musulmans, des femmes et de bien d'autres encore.

Le « venin » de Zemmour, comme le nomme l'historien Gérard Noiriel, n'est pas neuf. Mais le développement des chaînes d'infos a transformé en profondeur le débat politique, et a permis à Zemmour ou d'autres de distiller impunément et sans contradicteurs leur haine et leurs mensonges depuis une vingtaine d'années. L'intérêt des télés à tout cela ? L'argent et le buzz évidemment. Mais pas seulement. En effet, la diffusion, en direct sur LCI, du discours xénophobe, d'appel à la guerre civile contre l'islam, de Zemmour lors de la « convention de la droite » est un véritable choix politique et pas une erreur comme a essayé de le vendre la direction de la chaîne. Un choix qui légitime et banalise les discours racistes et la stigmatisation des musulmans. La liberté d'expression, à laquelle nous sommes fermement attachés, ne peut servir de couverture à la diffusion d'appels à la haine et à la promotion de la thèse du « grand remplacement », de discours néofascistes qui débouchent, de plus en plus, sur de meurtriers passages à l'acte. Les chaînes qui choisissent de les relayer le font en connaissance de cause et doivent donc être traitées comme des complices de la haine : inutile de les regarder, et on peut même éteindre nos télés !

### BIEN DIT

*Nous, personnes engagées contre la stigmatisation des boucs émissaires dans notre pays, n'irons plus chez CNews tant que la chaîne maintient son projet d'émission qui donnera tous les soirs la parole au polémiste d'extrême droite Éric Zemmour.*

Tribune collective publiée sur *Mediapart*, 14 octobre 2019.

## À la Une

# Contre la sale guerre d'Erdogan et les complicités occidentales, Solidarité avec le Rojava !

*Depuis plus d'une semaine, l'armée turque, deuxième armée de l'OTAN, attaque les territoires du nord et de l'est de la Syrie, qu'on appelle aussi Rojava, gouverné par une Administration autonome (AANES).*

À l'heure où ces lignes sont écrites, la Turquie pilonne des villes et des agglomérations situées le long de la frontière entre la Syrie et la Turquie. L'armée turque et ses supplétifs – dont beaucoup sont des forces jihadistes – ont franchi la frontière pour tenter de s'emparer des villes de Serêkaniyê (Ras al Ain) et de Tel Abyad (Girê Spî). De violents combats se déroulent dans les villes et les villages environnants. En face, les FDS (Forces démocratiques syriennes), composées principalement de citoyens syriens arabes, turkmènes, chrétiens syriaques, et les YPG/YPJ, les combattantes et combattants kurdes, tentent tant bien que mal de résister.

### Une expérience intolérable pour Erdogan

Pourquoi la Turquie les attaque-t-elle ? Parce que depuis que les YPG/YPJ ont vaincu Daech en arrêtant leur déferlement à Kobané en 2014, il s'est mis en place très vite au nord et à l'est de la Syrie un système politique qui tranche profondément avec les dynamiques régionales : le développement du multiconfessionnalisme, le respect de l'autonomie des nationalités, les avancées concernant les droits des femmes... rendent son existence intolérable pour l'autocrate Erdogan.

En difficulté dans son pays parce qu'il vient de perdre les élections municipales dans toutes les grandes villes turques, Erdogan a choisi la guerre pour retrouver une légitimité en s'appuyant sur un nationalisme turc très vivace.



En s'en prenant aux Kurdes du Rojava, Erdogan poursuit son entreprise de destruction du nationalisme kurde, déjà engagée à l'intérieur de ses frontières avec une répression toujours plus forte des mouvements kurdes (emprisonnements, destitution des maires, etc.)

Le feu vert à cette attaque a été donné avec l'annonce, par Donald Trump, du retrait des troupes états-uniennes (environ 2000 soldats), qui gênaient Erdogan dans ses projets d'invasion. Malgré l'apparent rétropédalage du président des États-Unis, qui condamne aujourd'hui l'offensive conduite par Erdogan, il est évident que son désengagement annoncé a résonné comme une autorisation implicite d'ouvrir les hostilités.

Depuis une semaine, les FDS, sans armement lourd, sans aviation, résistent aux bombardements et aux tirs d'artillerie lourde de l'armée turque. Leurs appels au secours lancés à la communauté internationale sont restés vains. Le seul souci des pays européens semble être l'évasion massive des prisonniers jihadistes détenus par les Kurdes, largement favorisée par des bombardements turcs ciblés sur les prisons et les camps de prisonniers.

### L'urgence de la mobilisation

La France, l'Allemagne et d'autres pays européens ont annoncé l'arrêt des livraisons d'armes à la Turquie, mais les stocks d'Erdogan sont énormes. La France, à elle seule, a vendu pour près de 500 millions

d'euros de systèmes de pointe à la Turquie, et le principal fournisseur, les États-Unis, reste muets. Une démonstration supplémentaire du fait que la France, qui se vante d'exporter des armes aux quatre coins du monde, et notamment au Moyen-Orient, porte une responsabilité considérable dans le développement des conflits militaires meurtriers pour les peuples de la région, de la Syrie au Yémen. Dos au mur, confrontées à un projet d'extermination par l'armée turque et ses brigades jihadistes, et conscientes que les Occidentaux ne lèveront pas le petit doigt, l'Administration autonome et les FDS ont passé un accord avec le régime syrien et la Russie : un « choix » tragique lorsque l'on sait qu'Assad et Poutine, bourreaux des populations vivant en Syrie, profiteront de cette opportunité pour poursuivre et étendre leur politique meurtrière, entre autres à Idlib, mais aussi pour démanteler les FDS et écraser, à terme, l'expérience de l'administration autonome du Rojava. On se souvient ainsi qu'en 2018, lors de l'offensive turque contre Afrin, Assad et la Russie avaient laissé faire Erdogan, exigeant la dissolution des FDS, qu'ils semblent cette fois-ci avoir obtenue. L'heure est à la solidarité internationaliste ! Il est urgent de se mobiliser pour exiger l'arrêt immédiat de l'opération militaire turque, des sanctions contre le régime Erdogan, un embargo total sur les armes en direction de la Turquie (ce sont les FDS qui devraient être armées !) et le retrait du PKK de la liste des organisations terroristes de l'UE.

### ÉTAT ESPAGNOL

## Entre 9 et 13 ans de prison pour délit d'autodétermination

*Les lourdes condamnations prononcées, le 14 octobre, contre les dirigeants indépendantistes catalans marqueront probablement un tournant dans le processus inauguré par le référendum d'autodétermination de 2017.*

Par ces sentences du Tribunal suprême, un État espagnol affaibli par la violente crise sociale de 2008 et l'irruption du mouvement des IndignéEs de 2011 tente de reprendre la main pour signifier à l'ensemble de la population du pays, à la veille d'une dépression économique annoncée, ce qu'il en coûte de le défier. Il s'expose néanmoins à une relance de la conflictualité territoriale-nationale, jusqu'ici

assommée par le niveau inouï de répression et désorientée par la division des partis censés porter la revendication d'autodétermination indissociable, sans se confondre avec elle, de celle d'indépendance.

### Mobilisation populaire

C'est ce que pourrait bien attester l'immédiateté de l'exceptionnelle mobilisation populaire contre ces condamnations, qui s'est en

particulier focalisée, le 14 octobre, malgré les violences policières, autour de l'aéroport de Barcelone, avec aussi des rassemblements massifs dans les places des villes et villages et des blocages de voies de circulation. Le phénomène le plus marquant, dans le mouvement de riposte actuel, est la place prise par une organisation de la société civile, récemment apparue, Tsunami Democràtic qui, avec d'autres comme Picnics per

la República, s'est délibérément construite en dehors de la sphère d'influence de partis indépendantistes jugés avoir failli sur le double devoir d'unité : pour la reconstruction de la démarche indépendantiste et pour la libération des prisonniers politiques. Positionnement autonome qui cependant s'inscrit dans une complémentarité assumée d'actions avec les entités civiles historiques comme l'ANC et Omnium Cultural, ou récentes comme les CDR. Ou même avec lesdits partis politiques, pour autant qu'ils prennent le virage de l'action pour contrer les mesures liberticides de l'État espagnol. Il restera à vérifier la capacité de ces acteurs à précisément se coordonner et à mettre en place un agenda de mobilisations sachant à la fois s'inscrire dans le temps, malgré la répression, mais aussi construire une dynamique impliquant toujours



# Un monde à changer

**INTERDIRE LES JEUX D'ARGENT.** La privatisation de la Française des Jeux est lancée par le gouvernement. Le ministre des Finances Bruno Le Maire déclare qu'il veut faire de l'opération « *un succès populaire* » et qu'avec cette privatisation le gouvernement « *prépare l'avenir* ». Et de vanter les dispositifs qui seront mis en place pour inciter à l'achat d'actions. Cette privatisation est un triple scandale. Un scandale politique : par cette privatisation, dès novembre prochain, le pouvoir veut faire la démonstration qu'il y a des acheteurs et que donc, il ne faut pas dramatiser ce type de ventes au privé. Ce sera un argument supplémentaire pour contrer les opposants à la vente d'Aéroports de Paris. Un scandale financier, car la Française des Jeux est une entreprise rentable. En la vendant, l'État réédite la pitoyable privatisation des autoroutes et livre une activité à des opérateurs privés qui entendront bien traire la vache au maximum. Au-delà

du discours sur la diffusion des actions, certains en acqueront des paquets suffisants pour contrôler l'entreprise et chacun sait que le monde des jeux est hanté par des margouliniens souvent encore moins présentables que les autres capitalistes. Enfin, se dégage une vision de la société qui fait penser à l'Empire romain de la décadence. Cette époque où les puissants, pour mieux asservir le peuple, distribuaient des pains et organisaient systématiquement des jeux du cirque. Macron prospère sur la crise des projets collectifs : le socialisme et le communisme tels qu'ils ont été construits jusqu'ici ont failli. « Tirage » et « grattage » sont les deux espoirs laissés à « ceux d'en bas » par ceux qui entendent casser les retraites. Nous sommes pour l'interdiction des jeux d'argent sauf entre amis et connaissances. À nous, avec d'autres, de travailler à rendre l'espoir dans la prise en main de ses propres affaires et la lutte collective.

## LUBRIZOL Contre le crime industriel, la mobilisation ne fait que commencer

**A**près la manifestation du mardi 8 octobre (1700 personnes), ce sont à nouveau 1500 personnes qui ont crié leur colère dans les rues de la ville. Et ceci au lendemain d'une énième opération d'enfumage menée par les autorités publiques : l'installation en grande pompe d'un « comité de suivi pour la transparence et le dialogue » en présence de trois ministres... mais qui n'a de transparent que le nom puisque l'entrée a été refusée aux représentants du collectif unitaire. La CGT, qui y était conviée, avait du coup décidé de boycotter la réunion en communiquant sur le fait qu'aucune information n'avait été donnée aux composantes de ce comité ni sur ses attributions, ni sur ses champs d'intervention, ni même sur sa composition précise, le rythme de ses réunions et la durée même approximative de sa mission...

### Exiger la vérité et faire payer Lubrizol

C'est dans la foulée d'une première manifestation, dominée par l'émotion et l'exigence de vérité et qui avait rassemblé près de 5000 personnes le mardi 1<sup>er</sup> octobre, qu'un collectif large s'est réuni pour la première fois dans les locaux de l'Union départementale CGT. C'est

*Samedi dernier a eu lieu à Rouen une troisième manifestation à l'appel d'un large collectif d'organisations constitué dans les jours qui ont suivi l'incendie survenu le 26 septembre à Lubrizol, usine classée « Seveso-haut » située à quelques encablures du centre-ville.*



elle en effet qui a été à l'initiative du regroupement de toutes les forces désireuses de construire la mobilisation la plus large possible face à ce qui s'avère être un crime industriel de grande ampleur. C'est autour d'une plateforme revendicative déjà très élaborée que le collectif se renforce de jour en jour. Il exige notamment la transparence la plus complète sur les causes et les conséquences de l'incendie avec la mise en place d'une commission indépendante du préfet et de Lubrizol, le droit à un suivi

médical complet et gratuit de touTEs les salariéEs et habitantEs exposés et l'indemnisation des victimes. Selon le principe « pollueur-payeur » c'est à Lubrizol et à son propriétaire, le capitaliste milliardaire Warren Buffet, de payer ! Il faut noter que, contrairement à ce qui n'avait pas été possible après l'explosion de l'usine AZF à Toulouse en 2001, le collectif a regroupé, dès le départ, des organisations syndicales (CGT, Solidaires, FSU, FO, Confédération paysanne,

Syndicat des avocats de France, Syndicat de la médecine générale), des organisations de défense de l'environnement, militant sur le terrain de l'écologie (Alternatiba, France nature environnement, Greenpeace,...), la LDH, Attac, le Front social, des associations de victimes de l'amiante (Addeva, Andeva, Henri-Pézerat), des partis politiques (PCF, LFI, EÉLV, GDS, GR, UCL, Ensemble, NPA), des collectifs de Gilets jaunes et citoyens... C'est une tâche d'ampleur et de longue haleine qui attend ce collectif, avec une nouvelle initiative le 17 octobre, un meeting avec des « experts » issus du monde scientifique et/ou militant, capables d'apporter le maximum de réponses à la population. Mais le but est aussi d'affirmer la nécessaire construction d'un rapport de forces en faisant de ce collectif non pas un simple cartel d'organisations mais une véritable structure d'auto-organisation la plus massive possible de toutes celles et ceux qui ne veulent « plus jamais ça » !  
**Marie-Hélène Duverger**

plus de gens autour d'une volonté démocratique capable d'entraîner au-delà de la sphère d'influence classique de l'indépendantisme. L'exigence de libération des prisonniers politiques, avec sa forte charge démocratique, peut être le levier pour qu'il en soit ainsi.

### Les calculs de Pedro Sánchez

Le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez, tout à son calcul électoraliste pour la législative du 10 novembre, fait le pari risqué de faire de la catalanophobie le moyen de résoudre sa quadrature du cercle politique : récupérer des voix de gauche à un Podemos discrédité par son girouettisme programmatique, en particulier, mais pas seulement, sur la question catalane ; neutraliser la folie furieuse extrême-droitisante de Ciudadanos, en lui enlevant son électorat libéral resté centriste ; s'accommoder

de la remontée annoncée du Parti Populaire. Le tout en contenant, voire en faisant reculer, une extrême droite, Vox, résistant mal aux empiètements sur son espace politique.

Un pari électoral risqué car la reprise de l'activisme indépendantiste, dans l'hypothèse, pas si improbable, qu'il se radicalise, pourrait bien conduire à un emballement... laissant le « roi » Sánchez nu et obligé d'abattre la carte, cachée dans sa manche, d'un gouvernement (« social »)-libéral-austéritaire et espagnoliste/anticatalaniste appuyé par le PP et même un Ciudadanos cherchant à échapper au désastre électoral, voire un gouvernement de coalition avec les deux. Deux choix qui pourraient mettre le feu aux poudres, pas seulement en Catalogne, pas seulement sur une ou des questions nationales, mais aussi sur des questions sociales, aux conséquences politiques incalculables. Sans cependant,



lourde contre-tendance négative, qu'existe une option de gauche en mesure, dans l'immédiat, de faire des propositions crédibles pour la

rupture et l'alternative à ce qui continuerait à relever d'une crise de régime s'auto-alimentant.  
**Antoine Rabadan**

## Le chiffre

**82** C'est le nombre de voix qui se sont exprimées, au Parlement européen, lors du vote des commissions compétentes, contre l'arrivée de Sylvie Goulard à la Commission européenne. L'ex ministre des Armées, proposée et soutenue par Emmanuel Macron, n'a recueilli que 29 suffrages favorables. Colère du président français, qui a exigé des « explications ». De toute évidence, Macron a oublié que tous les parlements n'étaient pas à ses ordres.



## Agenda

**Jeudi 17 octobre, rassemblement 58<sup>e</sup> anniversaire 17 Octobre 1961, Paris 4<sup>e</sup>.** À 18 h, Pont Saint-Michel, métro Saint-Michel.

**Samedi 19 octobre, manifestation pour exiger la libération de Georges Abdallah, Lannemezan (65).** Voir article page 9.

**Samedi 19 octobre, manifestation des Gilets jaunes Acte 49.**

**Samedi 19 octobre, manifestation « Droit au logement pour touTEs », Paris.** À 14 h, de Château-Rouge vers Père-Lachaise.

**Dimanche 20 octobre, pique-nique Non à Europa City « Dernier Zadimanche avant le déluge ? », Gonesse (95).** À partir de 10 h, Triangle de Gonesse, chemin de la Justice, près de la ferme de la Patte-d'Oie.

**Dimanche 20 octobre, Chronopost en grève: repas de soutien, Paris 20<sup>e</sup>.** À 12 h, à la Cantine des Pyrénées, 77, rue de la Mare, métro Jourdain.

**Lundi 21 octobre, meeting de soutien aux grèves de sans-papiers, Paris.** À 19 h, à la bourse du travail, salle Hénaff, boulevard du Temple, métro République.

## NO COMMENT

*En France, si vous êtes riche et patron, vous n'êtes pas défendu par votre pays.*

CAROLE GHOSN, le Journal du dimanche, 13 octobre 2019.

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.  
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



## VILLIERS-LE-BEL (95)

## Mort d'Ibrahima : on veut connaître la vérité !

Un drame et des questions. Ibrahima, âgé de 22 ans, originaire de Sarcelles, est mort au guidon de sa moto, dimanche 6 octobre, à Villiers-le-Bel, dans le Val-d'Oise. Il a percuté un poteau lors d'un contrôle policier. Les circonstances de l'accident restent imprécises, et la version de la préfecture est contestée par des témoins.

Selon la préfecture, le dimanche 6 octobre en fin d'après-midi, alors que des policiers sont en train d'interpeller un homme pour une infraction routière, une moto de cross pilotée par un homme qui porte un casque s'engage dans la rue. L'un des policiers présents enjoint le pilote de ralentir pour s'arrêter. D'après la police, le pilote de la moto serait alors monté sur le trottoir, réaccélérait avant de freiner brutalement et de perdre le contrôle de sa machine. Dans sa chute, il aurait alors violemment percuté un poteau métallique. Les policiers disent avoir pratiqué aussitôt un massage cardiaque en attendant les secours mais Ibrahima meurt à son arrivée à l'hôpital.



TWITTER TAHA BOUHAFS

## «Justice pour Ibrahima»

Cette version officielle est contestée par certains habitants. Deux témoins ont ainsi assuré au *Parisien* (édition du Val-d'Oise) qu'à l'arrivée de la moto de cross, un camion des forces de l'ordre aurait bloqué la route au motard. Le conducteur aurait alors tenté de l'éviter en montant sur le trottoir mais « la moto a volé sur la route, et lui, dans le poteau », raconte l'un d'entre eux. Ajoutant : « La police a tout de suite déplacé la moto de la route au trottoir pendant que leurs collègues faisaient un massage cardiaque sur le motard ». Cet accident et les imprécisions quant au rôle et l'implication des policiers dans le drame ravivent le souvenir d'une autre tragédie survenue dans la commune en 2007 : deux adolescents, Moushin et Laramy, âgés de 15 et 16 ans, étaient morts dans la collision de leur moto avec une voiture de police. Deux nuits de révoltes et d'émeutes s'en étaient suivies et c'est la mémoire de ce traumatisme que la mort d'Ibrahima vient inévitablement raviver sur la commune.

La famille de la victime a déposé plainte contre X pour homicide volontaire. À l'appel des proches d'Ibrahima, un millier de personnes se sont rassemblées le lundi 7 octobre sur les lieux du drame pour lui rendre hommage et pour demander que toute la vérité soit faite sur les circonstances de sa mort. Une marche a été organisée dimanche 13 octobre, qui a regroupé plusieurs centaines de personnes, dont de nombreux représentantEs de collectifs de lutte contre les violences policières, aux cris de « Justice pour Ibrahima ». La famille, qui déplore que depuis le décès aucune autorité n'est venue la voir, ni la police ni la préfecture, a déposé plainte pour homicide et exige maintenant à juste titre de pouvoir visionner les images de la vidéosurveillance : « On veut connaître la vérité ». Et nous tous avec elle ! C'est pourquoi notre soutien moral se traduira aussi par notre entière solidarité et implication dans les démarches et actions pour y parvenir.

Correspondants à Garges-lès-Gonesse (95)

## ISLAMOPHOBIE Le gouvernement Macron organise la chasse aux musulmanEs

Durant son discours tenu à l'occasion de l'hommage aux quatre policiers assassinés à la préfecture de Paris, Macron en a appelé au développement d'une « société de vigilance » afin de « faire bloc » face au « terrorisme islamiste ». Message reçu cinq sur cinq par les racistes de tout ordre, et coup d'envoi d'une séquence islamophobe qui marque le franchissement d'un nouveau cap et qui impose une réaction d'ampleur.

Entendu par une commission de l'Assemblée nationale cinq jours après la tuerie de la préfecture, Christophe Castaner a précisé la philosophie de la « société de vigilance » prônée par Macron, qui repose notamment sur la « détection » et le « signalement » de certaines attitudes et pratiques. Et le ministre de l'Intérieur de donner des exemples : « Parmi les signes qui doivent être relevés, un changement de comportement, comme le port de la barbe, la pratique régulière et ostentatoire de la prière rituelle, une pratique religieuse rigoriste, particulièrement exacerbée en matière de Ramadan. Ce sont des éléments qui doivent permettre de déclencher une enquête approfondie ». Un trait d'égalité est ainsi tracé entre musulman pieux et individu « radicalisé » et, partant, entre musulman et personne « radicalisable ». Conclusion : d'après le président de la République et son ministre de l'Intérieur, il est désormais légitime, et même recommandé, de « signaler » un musulman pratiquant.

## «Un acte de civisme»

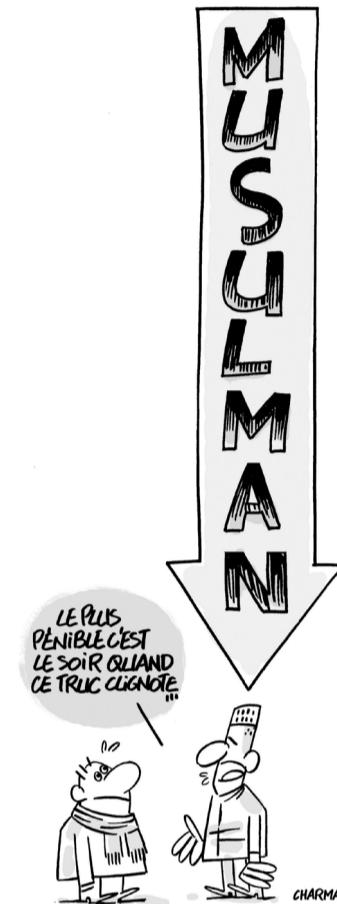
À la fac de Cergy, on a suivi les consignes au pied de la lettre. Le lundi 14 octobre, un mail a ainsi été envoyé à l'ensemble des personnels de l'université, présentant une méthode de « détection de personnes susceptibles d'être en cours de radicalisation ». Sur une fiche de signalement envoyée avec le mail, une liste des « signaux faibles » est dressée, entre autres : « apparition du voile », « changement de physiologie » avec « port de la barbe sans moustache », « changement vestimentaire » avec « port d'une djellaba » ou d'un « pantalon dont les jambes s'arrêtent à mi-molets » (sic), « absentéisme récurrent aux heures

de prières », etc. Soit du Castaner version Excel, avec en prime un appel au fichage au nom du « civisme » : « La sécurité étant l'affaire de tous, signaler des événements qui pourraient avoir des conséquences graves est un acte de civisme. »

Face au tollé suscité par cet appel à la délation et au fichage des musulmanEs, la fac de Cergy a présenté ses excuses, parlant de « formulation inappropriée et source d'incompréhension ». Ingrats, Macron et Castaner n'ont pas apporté leur soutien à la démarche de l'université, qui n'a pourtant fait que mettre en musique les préconisations du gouvernement, et marcher sur les pas de Jean-Michel Blanquer qui a rangé, lors d'une interview sur BFM-TV le 13 octobre, parmi les « signaux faibles », le fait qu'il y ait à l'école « des petits garçons qui refusent de tenir la main d'une petite fille. » Et d'ajouter : « Normalement, la solution à ce problème est relativement simple et rapide, mais [s'il] débouche sur un problème plus grave, on le signale. » Soit un encouragement à signaler la prétendue « radicalisation » d'enfants, évidemment musulmans.

## Islamophobie d'État décomplexée

Dans un tel contexte, on n'a malheureusement guère été surpris de voir un élu du Rassemblement national se sentir légitime pour organiser l'humiliation publique d'une femme voilée accompagnant



une sortie scolaire au Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, en exigeant qu'elle retire son voile. Et d'expliquer sur Twitter : « Après l'assassinat de nos quatre policiers, nous ne pouvons pas tolérer cette provocation communautariste ».

Une attitude et des propos scandaleux, qui n'ont pourtant guère été critiqués, sur le fond, par le gouvernement ou par Les Républicains. C'est au contraire la désagréable petite musique « le RN pose de bonnes questions mais apporte de mauvaises réponses » qui a été jouée, puisque le « débat » qui a suivi n'a pas concerné les lamentables amalgames entre musulmans et terroristes mais la présence des mères voilées dans les sorties scolaires, avec par exemple un Jean-Michel Blanquer expliquant que « le voile n'est pas souhaitable dans nos sociétés [...] car il n'est pas conforme à nos valeurs ». Ou comment, une fois de plus, tracer une frontière civilisationnelle entre « nos valeurs » et celles des musulmanEs...

La séquence islamophobe que nous traversons n'est pas une poussée de fièvre qui va retomber. Elle témoigne du développement d'une islamophobie d'État décomplexée, assumée et revendiquée, avec un alignement sur les positions de l'extrême droite qui peine désormais à paraître plus « radicale » que le gouvernement et les Républicains. Du côté de la gauche sociale et politique, l'heure n'est décidément pas aux attermoissements et aux débats sémantiques, mais à la construction d'une riposte d'ampleur, au côté des premierEs concernéEs et sans céder un pouce de terrain, pour arrêter la machine à stigmatiser et à discriminer.

Julien Salingue

## CLIMAT Que faire avec Extinction Rebellion ?

La semaine dernière, Extinction Rebellion (XR) a occupé le haut de l'affiche. Ce mouvement de désobéissance civile, né à Londres en 2018, a organisé une semaine de blocages de carrefours, ponts, centres commerciaux et autres aéroports dans 60 villes à travers le monde. C'était la Rébellion internationale d'octobre (RIO).

À travers de ces actions, l'objectif affiché d'XR est de massifier ces opérations de blocages, d'occupations et de boycott, pour contraindre les différents gouvernements à agir concrètement contre le désastre climatique en cours. À l'issue de cette semaine d'action, on ne pourra être qu'impressionné par le niveau d'organisation et d'engagement des militantEs. En terme de désobéissance civile, les « Rebelles » disposent d'une palette de savoir-faire : installation de campements sauvages sur des carrefours, occupation de centres commerciaux, ralentissement du trafic par des escouades de vélos, etc. Par ailleurs, les militantEs d'XR ont aussi fait preuve, d'une part, d'une belle capacité d'improvisation en lançant de nouvelles actions quand ils et elles jugeaient trop tranquilles celles déjà en cours ou lorsque le délogement des bloqueurs par les forces de police ne permettait plus d'atteindre le niveau de blocage suffisant. Ils et elles ont aussi fait preuve d'une belle ténacité en occupant 24/24h, pendant une semaine entière et sous la pluie, la place du Châtelet. Bravo à elles et eux.



TWITTER EXTINCTION REBELLION FRANCE

## Ne pas rester en extériorité

Durant cette semaine, de nombreuses critiques du mouvement issues de la gauche radicale ont mis en avant qu'Extinction Rebellion n'est pas clairement anticapitaliste, que la stratégie de non-violence fait prendre des risques disproportionnés aux militantEs par rapport à ce qui sortira de cette lutte, que le contenu politique est flou voire contradictoire, que les liens avec les autres composantes de la lutte

sociale sont faibles voire inexistantes, etc. Ces critiques, qui ont toutes une part de vérité, permettent à leurs auteurs d'affirmer plus ou moins directement que ce mouvement est à regarder de loin voire à éviter. Or, d'un certain point de vue, il en va d'Extinction Rebellion comme des Gilets jaunes. Ce mouvement fait rentrer dans la lutte des gens qui n'y étaient pas, qui n'ont pas d'expérience d'engagement militant et donc des gens qui, dans leur

grande majorité, ne sont effectivement pas anticapitalistes, qui ne se déclarent pas révolutionnaire et qui ont intériorisé les subjectivités de la classe dominante. Cependant, ces nouveaux et nouvelles militantEs investissent une grande partie de leur temps pour faire changer les choses, sont prêts à faire de la garde à vue, à bloquer pendant des jours un carrefour, allongés à même le sol et attachés entre eux. Il y a là un potentiel radical que l'on trouve rarement, même chez les anticapitalistes. Un potentiel qui peut remporter des victoires et permettre, par les différentes expériences de lutte aux militantEs d'XR de se radicaliser. Mais, pour ce faire, il faut s'investir dans Extinction Rebellion, participer aux actions, au travail politique, permettre que des passerelles se créent avec les autres composantes du mouvement social, pour que le début de convergence avec le comité Adama, avec les Gilets jaunes, les gilets noirs continue, s'amplifie et entraîne d'autres secteurs. Faisons en sorte que notre présence dans la lutte climatique permette de transformer des gens en colère en camarades révolutionnaires !

Paul Vadori



# CRISE DU «REPO» AUX ETATS-UNIS La Banque centrale intervient pour éviter la catastrophe

Du 16 au 17 septembre, le taux d'intérêt interbancaire «overnight repo» est monté subitement de 2% à plus de 8% aux États-Unis. Il s'agit d'un taux d'intérêt contre lequel les banques privées et fonds d'investissements qui détiennent de la monnaie (la «liquidité») en prêtent pour une journée à ceux qui n'en ont pas assez pour accorder des crédits ou rembourser leurs propres dettes, en échange d'un titre financier (appelé «collatéral») qui fait office de garantie.

Lorsque ces taux d'intérêt sont élevés, la liquidité circule mal entre les banques, et certaines banques à court de liquidités peuvent arrêter de prêter aux entreprises voire faire faillite, ce qui peut entraîner l'économie réelle dans la récession. C'est pourquoi la Banque centrale des États-Unis (la «Fed») est intervenue en urgence le mardi 17 septembre pour injecter 53 milliards de dollars de liquidités afin de faire baisser le taux d'intérêt.

## Simple «problème technique»...

Une seule injection n'aura apparemment pas suffi, puisque la Fed a mis en place un système d'injection quotidienne de 75 milliards de dollars (ce montant pourra varier) jusqu'au 4 novembre ! Elle arrosera donc quotidiennement et directement les banques en échange de titres financiers mis en garantie. Pour généraliser l'anesthésie, le banquier central Jérôme Powell a annoncé le 8 octobre dernier qu'il envisageait un nouveau programme d'injections de plus long terme via le rachat de bons du Trésor aux banques privées. Bien qu'il n'y ait pas eu de véritable contraction du crédit, ce blocage partiel du marché interbancaire n'a pas manqué de susciter l'inquiétude de certains, rappelant la situation pendant la crise de 2008. La Fed a tenté de rassurer en parlant d'un simple «problème technique»



qui serait lié entre autres à une baisse de liquidités disponibles du fait que les entreprises US devaient payer leurs impôts le 15 septembre. Mais d'un point de vue général, difficile de ne pas voir la contradiction entre la masse énorme de liquidités injectées dans le secteur financier depuis 2008 pour éviter la faillite généralisée, et le fait que certaines institutions financières puissent se retrouver aujourd'hui en difficulté pour en obtenir sur le marché. Si elles peuvent si subitement hésiter à se prêter entre elles, c'est probablement parce qu'elles ont de forts doutes sur la qualité des titres mis en garantie. En effet, les injections réalisées depuis 2008 ont principalement alimenté la spéculation financière, l'envolée

des cours boursiers, la prolifération d'«entreprises zombies»<sup>1</sup>, plus que l'investissement productif. Car on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif : les taux de profit des entreprises n'ont pas retrouvé leurs niveaux d'avant la crise. Or, les capitalistes accroissent significativement leurs investissements lorsque le taux de profit est élevé.

## ...ou signe annonciateur de la crise qui vient ?

Après une période dite de «reprise» de 2016 à la mi-2018, où l'investissement avait en réalité augmenté plus vite que les profits (ce qui a accru l'endettement des entreprises), la production industrielle ralentit aux États-Unis comme dans l'ensemble de l'économie mondiale.

Le secteur des services, dans bien des cas dépendant de l'industrie, pourrait suivre. La petite fête aura été de courte durée : si l'on en croît les données récentes, les profits stagnent au deuxième trimestre au niveau mondial. Renforcé par la guerre commerciale en cours qui pèse sur le niveau des exportations, le «réajustement» par la chute de l'investissement pourrait provoquer une panique financière. C'est bien la contradiction profonde entre survalorisation des actifs financiers et problème de rentabilité du capital dans la sphère productive que nous rappelle la crise du «repo» : la combinaison entre une crise prolongée de liquidité des banques et cette conjoncture aurait pu être explosive. Face à cela, les banques centrales peuvent intervenir, mais elles sont impuissantes à long terme : soit elles injectent de la masse monétaire pour reporter la catastrophe tout en faisant grossir la bulle, soit elles restreignent les injections au risque de la faire éclater. Les institutions financières internationales elles-mêmes le disent : la crise semble proche. Mais par quel bout de la plomberie du système capitaliste elle éclatera, personne ne peut encore le prédire.

## Rémi Grumel

1 - Les entreprises zombies sont des entreprises qui ne sont pas rentables du point de vue de la concurrence capitaliste, mais qui survivent dans la compétition grâce à l'endettement. Elles émettent donc des titres de dette (obligations) pouvant être jugés «toxiques» par les institutions financières.

## ALGÉRIE

### «La population a intégré que le pouvoir ne compte plus que sur le soutien des pays impérialistes et des multinationales»

Le vote de la loi sur les hydrocarbures fait franchir un cap dans l'affrontement entre le hirak et le pouvoir. Celui-ci cherche le soutien des puissances impérialistes pour imposer la présidentielle du 12 décembre. Entretien avec **Kamel Aïssat**, du Parti socialiste des travailleurs.

## Peux-tu nous expliquer la loi sur les hydrocarbures ?

La nouvelle loi sur les hydrocarbures et la loi de finances, à laquelle il faut ajouter un projet, pas encore rendu public, de réforme des retraites, font dire au peuple qu'il y a un bradage, une politique de la terre brûlée de la part du gouvernement, avant sa chute.

La nouvelle loi sur les hydrocarbures aurait pour objectif d'augmenter la production de pétrole pour faire face à la chute des prix. Mais c'est en réalité une loi qui augmente les avantages offerts aux multinationales pour les explorations, le périmètre octroyé, la durée des permis, les taxes revues à la baisse.

Si on laisse les multinationales gérer, les richesses vont s'épuiser en quelques années car ce sera géré de façon irrationnelle. La nouvelle loi va à l'encontre de la souveraineté de l'Algérie sur son sous-sol. Le peuple l'a compris, à l'image de la campagne menée contre l'exploitation du gaz de schiste, massivement rejetée par les populations du sud algérien. C'est une privatisation des richesses qui ne dit pas son nom.

Cette politique de la terre brûlée sera refusée. La population veut dire aux multinationales et aux impérialistes que, quels que soient les accords signés, ils ne seront pas respectés quand le peuple exercera sa pleine souveraineté. La population a intégré que le pouvoir ne compte plus que sur le soutien des pays impérialistes et des grandes multinationales pour se maintenir.

## Comment le pouvoir avance-t-il sur la présidentielle ?

Le passage en force du pouvoir pour imposer l'élection présidentielle du 12 décembre intervient dans ce contexte. Les candidats annoncés sont inexistant sur la scène politique. La loi exige le parrainage de 60 000 personnes mais on ne voit aucune trace de ces parrainages donc on se pose des questions sur leur origine... Le passage en force est de plus en plus remis en cause, je pense qu'il est en train de pencher vers l'annulation des élections. Nous attendons cependant des évolutions la semaine prochaine, avec des initiatives annoncées par des cercles institutionnels pour une sortie de crise.

La répression s'est accentuée. Elle est systématique dans les manifestations, aux quatre coins de l'Algérie, et de plus en plus violente.

## Quelle est la réaction de la population ?

L'accentuation de la répression crée une mobilisation de plus en plus grande. Un des slogans qui émerge dans les manifestations est : « Vous pouvez nous prendre tous, on ne s'arrêtera pas ». Beaucoup de grèves ont lieu en lien avec le mouvement ou sur des revendications propres, notamment pour des augmentations de salaires ou face au non-paiement des salaires dans les entreprises des oligarques dont les comptes sont gelés. Ce renouveau n'est pas accompagné par les directions syndicales, qui sont en retard. Les grèves politiques concernent seulement Bejaïa pour l'instant. Il y a un appel autour du Pacte pour l'alternative démocratique, qui regroupe des syndicats, partis, associations et personnalités qui considèrent qu'il faut unifier les actions, un jour par semaine, pour rejoindre la mobilisation permanente des étudiantEs et travailleurEs des universités, par une grève générale.

Le but est de créer un effet boule de neige sur les autres départements, les autres secteurs. Il y a de quoi être optimistes !

Propos recueillis par **Antoine Larrache**

# ÉTATS-UNIS Vers une procédure de destitution de Trump ?

La procédure actuelle concernant la destitution du président Trump par les démocrates à la Chambre des représentants a été lancée par Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre.<sup>1</sup>

La question qui l'a amenée à prendre cette mesure a été la dénonciation par un « lanceur d'alerte » d'une tentative de Trump de forcer le nouveau président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à ouvrir une enquête sur Joe Biden et son fils Hunter, candidat démocrate à la présidence, pour corruption dans le cadre de leurs activités commerciales lucratives en Ukraine par le passé.

## Pourquoi maintenant ?

La Constitution stipule que le président peut être destitué ou inculpé par la Chambre pour « crimes et délits graves ». Ce que Pelosi a dénoncé, c'est que le fait que Trump ait demandé au dirigeant d'un autre pays de s'en prendre à l'un de ses rivaux lors des élections de 2020 était un « crime grave » anticonstitutionnel.

Le bilan de Trump en tant que président comprend toute une série d'infractions passibles de destitution, bien pires que d'essayer d'amener Zelensky à s'ingérer dans une élection aux États-Unis. Pourquoi Pelosi a-t-elle résisté à la destitution de Trump pour de tels actes criminels, mais s'est-elle emparée de la tentative de faire pression sur un pays étranger pour qu'il s'en prenne au candidat Joe Biden ?

Cris Hedges, auteur et militant de gauche, a déclaré dans *Democracy Now* qu'il pensait que la raison en était que Biden est le candidat

préféré de l'establishment démocrate, dont Nancy Pelosi est la leader à la Chambre. Elle veut empêcher toute attaque contre Biden qui pourrait venir d'Ukraine. De plus, le processus de destitution place Biden au premier plan aux yeux de l'opinion publique, détournant l'attention des autres candidats démocrates, en particulier Bernie Sanders et Elizabeth Warren, et des réformes qu'ils proposent comme l'assurance maladie universelle, à laquelle l'establishment s'oppose. Les preuves recueillies jusqu'à présent, y compris les aveux de Trump lui-même, indiquent qu'il a fait pression sur Zelensky pour qu'il enquête sur Joe et Hunter Biden, et que cette pression comprenait une contrepartie de plus de 400 millions de dollars d'aide militaire à l'Ukraine.

## Le Sénat derrière Trump

La réponse de Trump a été erratique et contradictoire. Il a déclaré que le chef de la commission des affaires étrangères de la Chambre qui dirige l'enquête de destitution devrait faire



l'objet d'une enquête pour « trahison » et que le lanceur d'alerte est un espion, et il laisse entendre qu'il devrait être tué. Il rejette l'enquête comme étant illégale. Trump a également averti contre l'émergence de troubles de masse s'il est démis de ses fonctions. Il a fait référence à une déclaration du pasteur évangélique raciste blanc Robert Jeffress qui menaçait « d'une fracture semblable à celle de la guerre civile dans cette nation dont notre pays ne guérira jamais » si Trump est démis de ses fonctions.

Jusqu'à présent, presque tous les porte-parole républicains soutiennent les affirmations de Trump, avec une rhétorique un peu moins incendiaire. Ils savent que sans Trump, le Parti républicain serait dans un profond désarroi.

Si la Chambre vote pour destituer Trump, il sera jugé au Sénat, où les Républicains ont une majorité de 53-47. Pour qu'une condamnation soit prononcée, il faut qu'il y ait un vote favorable des deux tiers des voix, soit au moins 67 sénateurs. Jusqu'à présent, les sénateurs républicains tiennent bon derrière Trump, à quelques exceptions près. À l'heure actuelle, il semble probable que les Démocrates à la Chambre utiliseront leur majorité pour destituer Trump, mais il ne sera pas condamné au Sénat.

## Barry Sheppard

1 - La version longue de cet article est à retrouver sur [alencontre.org](https://alencontre.org), sous le titre « États-Unis. La procédure de destitution de Trump et les divisions au sein des classes dirigeantes » : <https://alencontre.org/ameriques/americonord/usa/lenquete-sur-la-destitution-revele-des-divisions-de-classes-de-decisions-profondes.html>



## DE RAPPORT EN RAPPORT : PLUS ÇA CHAUFFE, PLUS ÇA CHAUFFE!

Après le rapport spécial du GIEC sur les 1,5 °C et celui de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), deux nouveaux rapports du GIEC confirment les prévisions les plus inquiétantes.

### Un quart des terres émergées sont déjà dégradées

Le rapport du 8 août porte sur le changement climatique, la désertification, la dégradation, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres. La Terre procure la principale base de la vie humaine, en particulier de la nourriture et de l'eau potable, et joue aussi un rôle important dans le système climatique. L'état des lieux est accablant. L'agriculture et l'élevage industriels détériorent les sols et contribuent pour un tiers aux émissions de gaz à effet de serre. Mais surtout nous sommes dans un cercle vicieux. Plus les terres sont dégradées, moins elles absorbent de CO<sub>2</sub> donc moins elles participent à la lutte contre le dérèglement climatique, plus la crise climatique s'accroît, plus les terres sont dégradées...

Les constatations établies accusent l'agriculture et l'élevage industriels et fournissent un argumentaire en faveur de l'agroforesterie, la diversité d'espèces végétales et forestières, l'agriculture biologique, la conservation



des pollinisateurs donc une agriculture écologique, paysanne, alimentant des circuits courts.

### La situation des océans et zones gelées n'est pas meilleure

Le rapport du 25 septembre porte sur les océans et la cryosphère (les pôles et les glaciers). Fonte des glaces, réchauffement des mers et élévation de leur niveau menacent un quart de la population mondiale : 28 % vivent dans les zones côtières, 680 millions de personnes vivent à moins de dix mètres au-dessus du niveau de la mer et autant dans les régions de haute montagne, 4 millions, dont 10 % sont autochtones, vivent dans la région Arctique. Selon les projections, si les émissions ne sont pas résolument réduites, la hausse du niveau des mers pourrait dépasser un

mètre à la fin du siècle : en cause la dilatation de l'eau sous l'effet de la chaleur mais surtout la fonte des calottes glaciaires (Groenland, Antarctique). Les phénomènes extrêmes (inondations, cyclones) augmentent en fréquence et en intensité. Cette conjonction détruit des zones humides côtières indispensables à la protection du littoral et à l'absorption du CO<sub>2</sub>. Près de 50 % de ces zones ont été détruites au cours du 20<sup>e</sup> siècle. Les océans jouent un rôle majeur dans la lutte contre le changement climatique, ils absorbent le quart du CO<sub>2</sub> émis et 90 % de la chaleur due aux émissions de gaz à effet de serre depuis 1970. Mais leur réchauffement et leur acidification, en plus de détruire la biodiversité, réduisent leur capacité d'absorption. Là encore, un cercle vicieux est en marche !

## LE FIASCO DU SOMMET DE L'ONU SUR LE CLIMAT

Le secrétaire général de l'ONU voulait faire de l'assemblée générale 2019 un moment historique, à l'égal de l'accord de Paris 2015 lors de la COP21.

Le 23 septembre, sur 193 États membres, seuls 136 sont venus, dont 73 avec des délégués de second rang. Brésil et USA, cohérents avec leur climato-négationnisme, ont boycotté. Le fiasco de l'AG a été total, tout comme l'accord de Paris avait été incapable de prendre la moindre décision contraignante.

### Désinvolture criminelle

L'assemblée aura permis à certains de se faire valoir, comme Macron distribuant bons et mauvais points, prodiguant des encouragements. Dérisoire et irresponsable quand on le voit à New York avancer l'objectif de - 55 % d'émissions de GES pour 2030, et à Paris, trois semaines plus tard, fixer l'objectif de - 40 % à la convention citoyenne pour le climat. Cette désinvolture est criminelle.

L'ONU avait initié un sommet des jeunes pour le climat deux jours plus tôt. Après avoir essayé de récupérer Greta Thunberg, de neutraliser son discours, les puissants et tous ceux qui les servent ont déchaîné leur haine machiste, anti-jeune, leur mépris... quand



elle les a défiés et a appelé à la grève mondiale. Comme l'écrit notre camarade Daniel Tanuro : « La haine contre cette jeune femme est l'expression de la lutte des dominantEs pour leur domination. La lutte contre la jeunesse et contre les femmes, bien sûr. Mais aussi contre les salariéEs, les paysanEs, les raciséEs, les peuples indigènes, les personnes différentes, et le vivant en général. La lutte des classes à l'ère de l'Anthropocène »<sup>1</sup>.

À gauche et dans le mouvement pour le climat, il est temps de ravalier « la rage de s'en faire remonter par une jeune fille de quinze ans, sortie de nulle part, qui a fait plus en un an pour changer le climat que bien des structures militantes en trente ans... »<sup>2</sup> et de s'engager pleinement dans ce mouvement.

1 - Daniel Tanuro, « En défense de Greta Thunberg », Contretemps-web, 1<sup>er</sup> octobre 2019.  
2 - Idem.

La crise écologique, majeure, se confirme. Les États et l'ONU sont incapables d'agir, puisqu'ils refusent de remettre en cause le système capitaliste qui en est la cause, la preuve par Lubrizol. Macron ne fait pas illusion avec sa « convention citoyenne », mais la force des mobilisations mondiales révèle une prise de conscience nouvelle porteuse d'espoir. L'enjeu est énorme : sortir du capitalisme. Une course de vitesse est engagée entre, d'une part, les capitalistes et, d'autre part, leurs soutiens et nous, la majorité du monde. Et nous avons tous les outils en main pour la gagner.

Dossier réalisé par la Commission nationale écologie



## UNE CONVENTION CITOYENNE SUR LE CLIMAT POUR TENTER DE PASSER L'HIVER

La convention est la réponse de Macron aux mobilisations climatiques et sociales, mais aussi au mouvement des Gilets jaunes. Avec l'idée de créer de la division au moment où s'esquisse la rencontre des deux mouvements. 150 personnes ont été tirées au sort, qui auront à s'informer, se former, débattre et proposer des mesures sur le seul thème de la réduction d'au moins 40 % des gaz à effet de serre en 2030. Fini l'objectif de - 55 % défendu par Macron à l'ONU en septembre. Le travail de la convention s'étale sur quatre mois en six étapes de trois jours jusqu'à fin janvier. Il avait annoncé au printemps que cela

déboucherait sur un référendum. Pour Philippe, la chose n'est pas évidente.

### Cornaquer, encadrer...

Sur un mode soft bien sûr, avec le pari de l'intelligence collective, un encadrement serré a été mis en place à travers le comité de gouvernance de 15 personnes et trois « garants » (Cyril Dion et deux hauts fonctionnaires). Parmi les pilotes, à côté des spécialistes reconnus comme Valérie Masson-Delmotte, paléo-climatologue et membre du GIEC, on retrouve le think-tank Terra Nova proche du PS, le PDG d'Aéroports de Paris, une lobbyiste extractiviste responsable du Medef. Laurent Berger

de la CFDT a été auditionné, tout comme la ministre E. Borne. Le Conseil économique social et environnemental (Macron-compatible) est sollicité, avec un rapport pour orienter, bref, pour bétonner.

### ... mais la défiance est très grande

Les actions de « désobéissance civile » qui s'amplifient parviendront-elles jusqu'à la convention qui, telle qu'elle est, n'est pas souveraine ? La défiance et l'aspiration à une démocratie réelle sont au maximum. Le gouvernement, quant à lui, manœuvre avec l'espoir qu'en janvier les 150 portent la proposition d'une nouvelle mouture de la taxe carbone. À suivre...





# Mobilisation générale

## POUR CONJURER LA CATASTROPHE CLIMATIQUE

### MOBILISATION HISTORIQUE POUR LE CLIMAT

**L**a semaine mondiale pour le climat du 20 au 27 septembre a mobilisé plus de 75 millions de manifestantEs, à l'occasion de plus de 6100 événements dans 185 pays. C'est la plus importante mobilisation coordonnée à l'échelle mondiale depuis celle contre la guerre en Irak en 2003.

#### Une génération se lève

Elle arrive dans le prolongement des grèves scolaires pour le climat qui se déroulent depuis cet hiver, en particulier après l'appel de Greta Thunberg. Le fait nouveau, c'est la jeunesse des manifestantEs et grévistes. Une génération se lève, naît à l'action collective et politique. Par sa détermination, elle entraîne d'autres secteurs de la société, parents, syndicalistes, scientifiques... Les peuples autochtones, premiers concernés, sont aussi à la pointe. Massive et radicale, la mobilisation exige l'élimination complète des combustibles fossiles, la fin du brûlage et de la déforestation dans la forêt amazonienne et en Indonésie, une transition immédiate vers une énergie juste et équitable à 100% renouvelable. Massive et radicale, elle contraste avec les discours creux de la soi-disant semaine climat de l'ONU à New York.

Cette semaine n'était que le début d'actions prévues au cours de l'année à venir. Ce sera le cas en Amérique latine alors que la COP25 se tiendra en décembre au Chili. Une grève générale mondiale commence à se discuter comme une perspective à construire pour le printemps prochain.



À ce stade, les appels à la grève sur les lieux de travail sont encore trop rares. Les directions syndicales majoritaires restent prisonnières d'une « transition juste » dans le cadre du capitalisme, sans rompre avec le productivisme toujours vu comme le seul cadre possible pour défendre les emplois et les salariéEs. L'impact de la mobilisation globale, liée à l'intervention de secteurs syndicaux convaincus que l'issue est impérativement sociale et écologique, peut changer la donne.

#### Convergences prometteuses

Une fois la massivité du mouvement acquise, se pose la question des modes d'action. Comment être efficace ? Comment bloquer le système ? De nombreux groupes, Extinction Rebellion, Ende Gelände, ANV-COP21... les camps climat de cet été, préparent et organisent des actions de désobéissance : blocage de l'usine d'engrais Yara en Allemagne après les blocages de mines de lignite,

blocage du centre de Londres, de la place du Châtelet, du centre commercial Italie 2 qui a montré une convergence indispensable avec les Gilets jaunes, le comité Adama... et une grande capacité de résistance à la répression. Un exemple pour tous les blocages de la production, de la circulation, de la consommation et des projets climaticides à venir.

Il existe aussi des convergences très prometteuses. En Suisse, la grève des femmes le 14 juin a mobilisé massivement, en particulier des jeunes femmes dont certaines sont aussi dans des grèves scolaires et marches pour le climat. Elles ont initié une rencontre « écoféministe » qui fait la jonction entre les deux mouvements, jonction qui peut être le début d'une convergence anticapitaliste mettant en évidence l'exploitation des salariéEs mais aussi le pillage de la nature, le travail gratuit des femmes pour reproduire et prendre soin des humains.

**L**a réponse à la crise écologique est politique. Elle nécessite une révolution économique, sociale, politique, culturelle. Aucun aménagement du capitalisme n'est possible. L'écosocialisme, qui est une philosophie, un système économique, une organisation sociale, porte notre projet révolutionnaire émancipateur. Cela implique la socialisation des moyens de production (qui deviennent propriété publique, communautaire ou coopérative), l'expropriation des capitalistes, l'égalité sociale, le partage des richesses, la baisse du temps de travail, l'amélioration des conditions de vie, la planification démocratique, intégrés à l'écologie, c'est-à-dire le souci de prendre soin de nous-mêmes, des autres, de notre environnement, pour produire ce dont on a besoin, dans les limites acceptables par la biosphère. Les mesures immédiates et urgentes seront populaires pour l'immense majorité. L'urgence écologique ne doit pas rimer avec massacre social. Nous imposerons l'interdiction des licenciements par la continuité des salaires et des qualifications avec le maintien des savoir-faire et de la cohésion des équipes de production. Ainsi nous prendrons nos vies en main, en rejetant définitivement le chantage à l'emploi.

#### Des mesures de transition nécessaires

- supprimer les productions inutiles ou nuisibles (publicité, armement, nucléaire, pétrochimie);
- supprimer l'obsolescence programmée des appareils; produire des biens durables, des appareils réparables;
- augmenter l'offre dans la culture, la santé, l'éducation;
- sortir du tout-voiture, du tout-camion; l'usage de la voiture doit être diminué, partagé; il faut en réduire la production, reconvertir les emplois et les process vers les transports en commun: tram, train, bus, métro. La voiture électrique n'est pas la solution;
- développer les transports collectifs, gratuits, publics, réorganisés sous le contrôle des usagerEs, en ville mais aussi en campagne;
- combiner la marche et le vélo aux transports collectifs;
- réorganiser l'urbanisation, les liaisons ville-campagne, les loisirs, les activités, viser une réduction des trajets;
- diminuer le volume de marchandises transportées et relocaliser les productions près des lieux de consommation; déterminer de quoi nous avons besoin, comment et où le produire;
- donner la priorité au fret ferroviaire et fluvial;
- réduire et taxer le transport aérien et maritime;
- baisser les consommations d'énergie, viser la sobriété; socialiser les

secteurs énergétique et bancaire pour financer la transition écologique; stopper les partenariats public-privé, les grands projets inutiles, les subventions aux fossiles, la déforestation, l'extraction folle des matières premières du sous-sol;

- arrêter le nucléaire et ses déchets mortels, produire l'énergie utile 100% renouvelable;
- développer une agriculture locale, paysanne, bio qui nourrisse sainement et paye correctement le travail accompli; le passage vers l'agroécologie paysanne aura des effets positifs immédiats sur l'environnement;
- travailler moins, travailler mieux, toutes et tous; réduire le temps de travail sans perte de salaire, avec baisse des cadences, de l'intensité du travail, avec des embauches proportionnelles, des salaires qui permettent de vivre, avec des écarts limités.

S'approprier le droit de comprendre, de penser, de décider ce qu'on produit est une nécessité pour notre émancipation individuelle et collective. Les changements de comportement individuels sont nécessaires mais ne suffiront pas à sortir du capitalisme. On a besoin d'une forte mobilisation mondiale des mouvements environnementaux, syndicaux, paysans, féministes et indigènes. Rassembler, organiser les luttes pour sortir du capitalisme, expliquer comment on peut vivre autrement: voilà nos tâches.

### LA PREUVE PAR LUBRIZOL

**L'**incendie de Lubrizol et des stockages voisins, l'attitude avant, pendant et depuis l'accident de la direction de l'entreprise et des autorités, montrent, s'il en était encore besoin, qu'on ne peut faire confiance ni aux capitalistes ni à l'État pour protéger notre santé et l'environnement.

#### Une menace qui va durer

Face aux risques graves dus aux produits toxiques répandus dans l'air, la terre et l'eau, l'inquiétude est immense. Il ne s'agit pas d'un effet immédiat mais d'une menace qui va peser pendant de longues années. Face à la dissimulation des informations du préfet, à la complaisance des services censés surveiller les industries à risques, la colère est elle aussi immense. Elle renforce les autres colères contre toutes les injustices sociales, racistes, environnementales. Dès le lendemain de l'incendie, les contacts ont été pris pour appeler ensemble à une première manifestation, le 1<sup>er</sup> octobre, qui a rassemblé 5 000 personnes. Depuis, un cadre commun s'est mis en place, il a organisé de nouvelles manifestations et une soirée le 17 octobre, mais aussi le suivi en commun des plaintes, enquêtes, expertises... La liste de plus d'une trentaine d'organisations signataires illustre une convergence jamais réalisée auparavant entre organisations syndicales, associations écologistes, de défense des droits humains et contre le



racisme, les Gilets jaunes et les organisations politiques. Cette unité inédite est indispensable pour obtenir vérité sur les faits et justice pour les victimes, il n'était pourtant pas écrit à l'avance qu'elle se réalise. Différents facteurs, en plus de la gravité de la situation, l'ont rendue possible.

#### Que produire et dans quelles conditions ?

L'initiative a été prise par la CGT, à partir de l'expérience du secteur santé-travail. De nombreuses années d'un travail opiniâtre sur les accidents du travail, les maladies professionnelles, les conditions de travail et de sécurité des salariéEs, les risques chimiques, physiques ou liés à l'organisation du travail... ont construit une pratique concrète qui donne tout son sens à l'exigence de « ne pas perdre sa vie à la gagner ». Se penser, en tant que salariéEs,

comme « sentinelles des contaminations environnementales » (Henri Pézerat) est un antidote pour ne pas céder au chantage à l'emploi et à la fermeture de l'entreprise que les patrons agitent systématiquement et auquel les salariéEs mais aussi les syndicalistes ou les éluEs locaux ont souvent tant de mal à résister, quand ils ne s'en font pas le relais direct.

De plus, la Coalition climat Rouen, maintenue depuis 2015 (COP21 à Paris) et revivifiée depuis plus d'un an, offre un cadre de préparation commune des initiatives sur le climat, mais aussi d'échanges et de débats, de construction d'une confiance réciproque et de recherche d'une convergence plus importante avec le mouvement syndical.

Il reste encore du chemin à parcourir – le problème du lien avec les salariéEs de Lubrizol reste non résolu – mais la convergence réelle peut devenir enfin une réalité vivante. Elle est indispensable pour poser une question décisive, sociale, écologique et démocratique: que devons-nous produire et dans quelles conditions ?

1 – CGT, Solidaires, FO, FSU, Confédération paysanne, Syndicat des avocats de France, Collectif des riverains Lubrizol, Gilets jaunes Rouen, Front social, France nature environnement, Citoyens pour le climat, Bouillons Terres d'avenir, Greenpeace Rouen, Stop EPR, Les amis de la nature de Rouen, Association Henri-Pézerat, Adveva Rouen Métropole, Syndicat de la médecine générale, ATTAC, Alternatiba, LDH, CREAL 76, ASTI Petit-Quevilly, Adveva 76, Andeva, PCF, LFI, ÉELV, GDS, SAGV, GR, UCL, Ensemble, NPA.



## COLONIALISME

17 Octobre 1961 :  
la bataille pour la  
mémoire continue

Le 17 octobre rappelle, chaque année, la date du massacre par la police française de 200 à 300 Algériens manifestant pacifiquement à Paris contre le couvre-feu discriminatoire qui leur avait été imposé à l'époque.

Le couvre-feu visant les Algériens avait été décidé par le gouvernement et mis en œuvre par le préfet de police Maurice Papon. Un Papon dont la carrière marque une continuité, de la déportation des Juifs bordelais pendant la guerre à la répression sanglante des indépendantistes algériens. Ce 17 octobre, et les jours qui suivirent, des milliers de ces manifestants furent arrêtés, emprisonnés, torturés et, pour nombre d'entre eux, refoulés en Algérie.

## Crime et mensonge d'État

Des centaines de personnes perdirent la vie, victimes d'une violence et d'une brutalité extrêmes des forces de police. La cour de la préfecture de police, le Palais des sports, un stade... furent transformés en lieux de torture et de meurtres. D'emblée, Papon, couvert par le gouvernement, a menti sur ce qui s'était passé en déclarant que des coups de feu avaient été tirés sur la police (alors que les manifestants étaient désarmés) qui avait riposté tuant deux Algériens et en blessant plusieurs. Pourtant, ce n'était pas la première fois que la police parisienne tirait sur des Algériens : ainsi, le 14 juillet 1953 (donc avant même le début de la guerre d'Algérie), la police avait ouvert le feu place de la Nation sur la fin de la manifestation syndicale organisée pour commémorer la Révolution française, tuant 6 Algériens (ceux-ci s'étaient regroupés en fin de cortège).

Le NPA s'associe à cette commémoration du 58<sup>e</sup> anniversaire, comme plusieurs associations, syndicats et partis politiques. Pendant des années, la vérité a été cachée sur la réalité du 17 Octobre 1961, comme sur bien d'autres crimes commis par l'armée et la police françaises contre le peuple algérien.

Les initiateurs des rassemblements continuent d'exiger que cette vérité soit clairement reconnue par les autorités de l'État français, et que la lumière soit faite sur les tortures, assassinats, internements dans des camps, dont ont été victimes des milliers d'Algériens.

## HÔPITAUX

Une nouvelle étape  
dans la mobilisation

Réunissant plus de 400 personnes dont de nombreux médecins à la fac de médecine de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (AP-HP), l'assemblée générale appelée par le Collectif inter-hôpitaux (CIH) le 10 octobre a été un petit succès. Les organisateurs n'avaient réservé qu'une salle de 160 places et ont dû en ouvrir deux autres...

Au vu des participantEs, on aurait pu imaginer une discussion verrouillée et convenue mais des voix différentes, y compris parmi les médecins, ont réussi à se faire entendre. Une motion a été adoptée revendiquant des moyens financiers à la hauteur des besoins identifiés par les services, l'augmentation des salaires du personnel et la réouverture des lits dans les hôpitaux.

## Les prémisses d'une deuxième vague

Plus de 260 services d'urgences sont toujours en grève. L'audace et l'insolence des grévistes est toujours là. Vendredi dernier, à la suite des différentes grèves dans les services d'urgences toulousains, il n'y avait qu'un seul service en capacité d'accueillir le SAMU. À Beaumont-sur-Oise, les urgences se sont mises en grève aux côtés d'autres services comme le SSR, l'USLD, l'EHPAD, la MAS pour ne citer que les plus importants. À Saint-Denis, un collectif s'est monté et réunit toutes les semaines des salariéEs non syndiqués, syndiqués et des médecins sur les deux sites du centre hospitalier. Outre les urgences et le SMUR, des services de la maternité se déclaraient en grève le mardi 15 octobre : « *La couche est pleine !* »

La mobilisation semblait toutefois stagner dans les hôpitaux de l'AP-HP (80 000 salariéEs) où, malgré les multiples appels du Collectif inter-urgences (CIU) à étendre les grèves au-delà des services d'urgences, les militantEs peinent à organiser des assemblées générales groupant des salariéEs de différents services. De l'assemblée du CIH, très certainement



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

l'une des échéances groupant sur Paris le plus de monde depuis le début de la mobilisation, il ressort un calendrier de mobilisation difficilement négocié mais appelant à trois échéances de rue dans le mois : le 15 octobre, le 29 octobre et le 14 novembre. Dans le contexte actuel, toutes les opportunités sont bonnes à prendre pour visibiliser les luttes des hospitalierEs. L'appui désormais explicite de médecins peut, sans doute, permettre de rassembler plus de monde dans la rue. Et le 15 octobre, les hospitalierEs se sont mélangés à des milliers de pompiers dans une ambiance enfiévrée.

## Un plan d'urgence pour le personnel ?

Un des points faisant le plus discuter durant l'AG du 10 octobre est l'arrêt ou la rétention du codage T2A qui mettrait un vrai bordel administratif et toucherait financièrement l'hôpital. À Robert-Debré (AP-HP), les médecins ont arrêté la T2A depuis 15 jours et la pratique pourrait faire tache d'huile. « *Il faudrait qu'ils arrêtent les consultations non urgentes ?* » entendait-on depuis le fond de salle à ce moment-là. Les paramédicaux présents en voulaient plus. L'arrivée de grands pontes, chefs de service et cadres, peut possiblement à ce stade constituer un appui. L'essentiel demeure d'organiser et de structurer le mouvement à partir de la base, ce qui se révélera essentiel dans le cadre d'un développement de la mobilisation notamment pour organiser les soignantEs indépendamment des chefs de pôle.

Un vrai débat se pose déjà : c'est la question du salaire qui risque de passer au second plan si la mobilisation tourne autour des préoccupations de chefs de service relatives à l'organisation de l'hôpital. La revendication de 300 euros d'augmentation de salaire pour tous, c'est pourtant la force du mouvement déclenché par le CIU et ce qui fait réagir les collègues. Des embauches ? Des moyens à hauteur des besoins ? À qui est-ce de le dire ? Qui doit chiffrer ? Qui doit contrôler l'usage des fonds ? Bref, des opportunités à saisir et une mobilisation de travailleurEs à étendre et à organiser.

CorrespondantEs

18-19-20 octobre, rencontres de la Coordination nationale comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Ruffec (16).

## MICHELIN Les signes annonciateurs de la crise

Si on laisse faire, avec la fermeture des sites Michelin de La Roche-sur-Yon (619 salariéEs) et de Cholet (74 emplois), ce seront 60 000 habitantEs, soit avec les familles et les sous-traitants, 5% de la ville qui seraient impactés. Les possibles transferts dans d'autres établissements situés à plusieurs centaines de kilomètres sont à cet égard du pipeau.

Michelin est une entreprise qui enrichit depuis plus d'un siècle les actionnaires et la même famille propriétaire. C'est l'une des firmes de référence du capitalisme français : elle a fermé onze usines en Europe les dix dernières années.

Dans l'usine de La Roche-sur-Yon, CGC et SUD avaient signé un accord de flexibilité, prétendument d'avenir, FO et CGT majoritaires parmi le personnel s'y opposant. La production de pneus pour poids lourds y avait alors été transférée après la fermeture

de l'usine de Joué-les-Tours. Le syndicat SUD de l'usine affirme maintenant que la fermeture annoncée à La Roche-sur-Yon est une trahison. Les promesses patronales n'engagent que ceux qui y croient...

## Une tactique délibérée pour sonner les salariéEs

Le personnel a été convoqué à 9 heures du matin, le jeudi 10 octobre, pour entendre en direct l'annonce de la fermeture de l'usine fin 2020. Après hésitations et tergiversation, les organisations syndicales se sont divisées, sans appeler à une mobilisation.

SUD, FO, CFDT et CGC consultent les salariéEs sur un choix entre l'engagement d'une procédure juridique immédiate et la négociation avec la direction d'un plan de départs volontaires dont elles pensent qu'il sera généreusement doté par Michelin. Un référendum sera organisé vendredi 18. La CGT a fait le choix de la procédure juridique immédiate. Même si la colère parmi les ouvriers à La Roche-sur-Yon est très forte, ces divisions et propositions semblent peu mobilisatrices. Dans le même temps, les 600 ouvrierEs du site de Blavozy (Haute-Loire)

vont supporter 5 semaines complètes et plusieurs vendredis et samedis de fermeture d'ici la fin de l'année, et la suppression de 50 CDD. Pour faire reculer un groupe de la taille de Michelin, c'est une riposte appuyée sur des grèves, au niveau de l'ensemble du groupe qui serait nécessaire. Mais avec la crise de l'ensemble du secteur de l'automobile dont l'impact commence seulement à se faire sentir, ce sont les salariéEs de l'ensemble de la filière qui devront, à court terme, se mobiliser.

CorrespondantEs

## ÉDUCATION NATIONALE

## Il s'appelait Kewi

Il avait 15 ans. Il est mort vendredi 4 octobre, en marge d'un cours d'EPS, aux Lilas. Il est mort presque un an jour pour jour après Aboubakar, 13 ans, victime de la même sale guerre de territoire qui gangrène les villes des Lilas, du Pré-Saint-Gervais, de Bagnolet et de Romainville.

Ailleurs dans le 93, il y a Souleymane, un jeune de 15 ans d'Épinay, agressé à coups de marteau devant son lycée. Il y a eu les intrusions hyper violentes au lycée Paul-Éluard de Saint-Denis, qui avaient conduit l'année dernière les personnels à exercer leur droit de retrait. Et à Stains, aussi : agression, tensions devant le lycée,

intrusions... Une litanie macabre que l'on pourrait dérouler encore longtemps...

## Contre la banalisation

Ce climat brise des vies, celles des victimes comme des agresseurs. Il désespère et épuise les personnels de l'éducation qui tentent de faire leur boulot, jusqu'à n'en plus pouvoir.



# SAINT-OUEN Expulsion des Mains d'Œuvres, lieu de vie culturelle

À Saint-Ouen (93), le matin du 8 octobre, la police délogeait l'équipe des Mains d'Œuvres, à la satisfaction de William Delannoy, le maire, qui le réclamait depuis presque deux ans. L'immeuble sera muré, en attendant le projet de Monsieur-le-Maire : déménager le conservatoire de musique. Ou comment monter artificiellement un lieu de culture contre un autre.

**M**usique, arts plastiques, théâtre, studios, résidences, événements publics... ce qui était à la fin des années 90 une occupation de friche, dans l'ancien centre social et sportif de Ferodo, est devenu en près de 20 ans un lieu incontournable de la vie culturelle de Saint-Ouen.

Certes, le lieu a accueilli la queer week, des soirées de solidarité avec les sans-terre brésiliens et les opposantEs à Bolsonaro, des habitantEs inquiets du projet sur la friche Wonder, un duo qui, questionnant l'économie souterraine et le statut d'artiste, mettait en présentoir quelques boulettes de résine de cannabis. Mais les Mains d'Œuvres n'ont rien d'un foyer de subversion. La France insoumise y a organisé une réunion publique pour les Européennes, mais le député LREM de Seine-et-Marne est aussi venu dans le cadre du grand bla-bla de Macron.

## Immense gâchis

Bien plus que par une hostilité à la culture, c'est mû par un souci d'économie que le « pragmatique » William Delannoy a poussé l'expulsion. Reloger le conservatoire de musique dans un autre immeuble, voire construire sur une nouvelle parcelle, ce serait risquer de priver de foncier les promoteurs privés. Du gâchis !

Avec la future gare Pleyel du Grand Paris, l'attractivité de Saint-Ouen monte en flèche. Les prix de l'immobilier s'envolent et le logement social public reflue. William Delannoy n'en est pas à sa première expulsion : jardin partagé, foyer de jeunes travailleurs, bourse du travail, squats familiaux, etc. Mais toujours pour le « bien » des habitantEs.

Le bien des habitantEs se réalise en préservant des espaces des visées capitalistes. Des lieux diversifiés et largement ouverts sur la ville, comme les Mains d'Œuvres, ouvrent un accès précieux à la culture. Mais ce sont aussi des équipements de qualité largement accessibles aux petits collectifs amateurs sans moyen financier. La mise à disposition d'espaces est centrale pour favoriser une culture vivante, non consumériste, en toute autonomie. C'est grâce à un rapport de forces



appuyé sur un large soutien, et souvent quelle que soit la mairie, que les lieux culturels plus ou moins alternatifs s'ancrent. C'est une des conditions pour que se développe une culture populaire. À Saint-Ouen, les Mains d'Œuvres y participent. Elles ont

besoin de notre soutien. Des manifestations de soutien ont été organisées, essentielles pour construire le rapport de forces alors que le ministère de la Culture propose une vraie-fausse « médiation ».

**Correspondant**

## ORLÉANS Les salariéEs du ministère de l'Environnement en lutte

Retour sur une mobilisation organisée à l'occasion d'une « visite » d'un représentant du ministère.

**L**e 11 octobre, à l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-FSU-UNSA, une quarantaine d'agentEs du ministère de la Transition écologique et solidaire et des établissements rattachés (Office français de la biodiversité, Agence de l'eau, etc.) se sont rassemblés devant le siège de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne à Orléans. Ils et elles entendaient manifester à l'occasion de la venue du secrétaire général adjoint du ministère, venu défendre les orientations gouvernementales.

### L'environnement sacrifié

Les agentEs mobilisés ont tenu à protester contre le double discours de Macron et de son gouvernement. Grandes formules contre le changement climatique, appels à l'action ; et en même temps, le MTES se voit supprimer 5000 postes à l'horizon 2022. Des missions supplémentaires sont menacées (laboratoires d'hydrobiologie par exemple), vont être transférées aux collectivités (entretien des digues sur la Loire) ou au privé ; tandis que les services déconcentrés (Direction régionale de l'environnement,

de l'aménagement et du logement, Direction départementale des Territoires) vont encore plus passer sous la coupe des préfets, sacrifiant davantage encore l'environnement au profit des entreprises et du développement économique.

Le secrétaire général adjoint a été contraint de venir à la rencontre des agentEs, qui n'ont pas été dupes devant son discours et ses promesses. Satisfaits de leur action, ils et elles ont d'ores et déjà prévu de se mobiliser le 5 décembre contre la réforme des retraites.

**CorrespondantEs**

## PRISONNIERS POLITIQUES Libérer Georges Ibrahim Abdallah est de la responsabilité de touTEs !

Comme chaque année, un rassemblement est organisé à la prison de Lannemezan pour exiger la libération de notre camarade Georges Ibrahim Abdallah.

« **C**herEs camarades, cherEs amiEs, À l'aube de cette 35<sup>e</sup> année de captivité, certainement, vous n'êtes pas sans savoir quelle force et quel enthousiasme votre rassemblement, aujourd'hui, m'apporte ici dans ces sinistres lieux. Je dois vous dire camarades, que votre présence en ces moments face à ces abominables murs et autres miradors touche aussi la plupart de mes codétenus, et leur fait chaud au cœur. Voyez-vous, l'ambiance, toute l'ambiance change dans ces sinistres lieux quand l'écho de la vie agissante vient percuter la platitude sans nom de la quotidienneté carcérale mortifère... Ainsi, tout près de nos cellules, la résonance de votre présence suscite beaucoup d'émotion et autant d'animation et pas mal de discussions...

Comme vous voyez camarades, par-delà ces barbelés et ces miradors qui nous séparent physiquement, nous voici toujours ensemble, résolument debout, face à cette nouvelle année de captivité qui s'annonce aussi pleine de luttes et d'espoirs.

Vous savez, des années, de très longues années derrière ces abominables murs, ce n'est pas vraiment si simple à affronter au quotidien ; c'est humainement presque insupportable. Il n'en demeure pas moins camarades, grâce à la solidité de votre engagement, c'est toujours ici la même émotion et surtout la même détermination en écho à votre mobilisation solidaire. »



### Plus de la moitié de sa vie en prison

Cette déclaration de notre camarade Georges Abdallah lue à l'occasion du rassemblement devant la prison de Lannemezan il y a un an vaut plus qu'un énième texte d'appel. Le 24 octobre prochain, il entamera sa 36<sup>e</sup> année de détention dans les geôles françaises. C'est-à-dire plus de la moitié de sa vie ! Tout a déjà été dit et écrit sur ce véritable scandale d'État que constitue son maintien en détention ! Yves Bonnet, ancien directeur de la DST (Direction de la sécurité du territoire) qui a personnellement participé à sa répression, juge « anormal et scandaleuse cette longue détention ». Il évoque également le rôle joué par les USA et Israël dans le maintien en détention de Georges Abdallah : « La France a subi tout au long de cette affaire d'énormes pressions diplomatiques pour que celui qui a assassiné non pas des diplomates mais en réalité un agent de la CIA et un membre du Mossad (services secrets israéliens) reste en prison ».

Alors oui, en présence de notre porte-parole Philippe Poutou, nous, militantEs du NPA, serons à nouveau cette année devant la prison de Lannemezan !

**Alain Pojolat**

Manifestation samedi 19 octobre à 14 h à Lannemezan. Bus depuis Paris : départ vendredi 18 octobre 2019, à 21 h (République), retour dimanche 20 octobre 2019 au matin. Inscription au bus : campagne.unitaire. gabdallah@gmail.com ou à la librairie La Brèche.

Comme après le suicide de Christine Renon, l'émotion a été vive et des voix se sont fait entendre pour interpeller le ministre de l'Éducation, le préfet, la région, l'État. Et les mettre face à leurs responsabilités. À nouveau dos au mur, Blanquer a cherché à apaiser et à minimiser, tant la réalité dément chaque jour sa communication basée sur « la meilleure rentrée qu'il ait jamais connue ». Des faits graves, dit-il, mais pas plus nombreux que d'habitude. Comme si tout cela était normal. C'est justement cette banalisation que voulaient dénoncer les plus de 1500 personnes qui ont marché, dimanche dernier, du Pré-Saint-Gervais aux Lilas, en hommage à Kewi Yikilmaz. Dénoncer l'inaction et l'indifférence coupable des responsables politiques, bien sûr. Mais que faire d'autre ? On

ne connaît que trop bien les solutions de facilité, à court terme, qui jettent encore plus d'huile sur le feu : caméras, portiques, police...

### Pas de solution à court terme

La terrible vérité, c'est que les solutions à court terme n'en sont pas. Nul ne peut prédire quand ces guerres de gangs, de descentes punitives en repréailles, finiront. Et il ne sert à rien non plus de vouloir revenir à une mythique « école sanctuaire » comme si les murs des collèges et des lycées pouvaient arrêter la violence de la société.

Bien sûr, il faudrait que le ministère saisisse enfin cette alerte et daigne écouter ce que les personnels, sur le terrain, ont à dire. Dépourvus de presque tout, elles et ils réclament du matériel, des locaux dignes de ce nom, des psychologues,

assistantes sociales, médecins scolaires, infirmières, personnels éducatifs en nombre suffisant...

Ces moyens sont nécessaires. Ils ne seront pas suffisants. Car la violence est le symptôme de la dégradation sociale qui perdure dans le 93 et dans les autres quartiers délaissés, depuis des années.

Comment ne pas faire un lien avec ce que dénonçaient, en septembre, les maires de Saint-Denis, Stains, L'île-Saint-Denis, Aubervilliers et Bondy, en demandant réparation à l'État pour la discrimination territoriale ? Ou encore avec un rapport parlementaire signé par deux députés LR et LREM, en 2018, qui détaillait lui aussi la faillite des services publics dans le 93 ? Pour que cesse la violence et que cessent les morts, il n'y a en réalité qu'une seule solution. Il faudrait une autre



politique, qui rompe avec la logique de la relégation. Ce n'est pas qu'une politique éducative, encore moins une

politique sécuritaire. C'est un autre projet de société. **Raphaël Alberto**



## Les comités en action!



## Fête anticapitaliste à Paris

### Un beau succès pour nos débats et nos luttes

Avec plus de 700 entrées et grâce à l'engagement de dizaines de militantEs de la région parisienne, l'initiative politique de rentrée du NPA en région parisienne samedi dernier a été un véritable succès.

Réunissant une centaine de personnes de plus par rapport à notre dernière initiative festive (en juin 2018 autour de l'anniversaire de Mai 68), ce succès illustre l'existence d'un milieu qui cherche, dans les débats et des discussions plus ou moins informelles, une politique pour enfin stopper l'offensive macroniste. Commencé en début d'après-midi, le programme politique de cette fête a connu une bonne fréquentation. Échanges autour du mouvement des Gilets jaunes et de la répression policière avec la présentation par son auteur du nouveau livre du journaliste David Dufresne, débats autour du dernier livre de l'historienne Ludivine Bantigny sur le mot Révolution, discussion passionnée et féroce anti-Macron avec les sociologues Monique et Michel Pinçon-Charlot... Les trois débats organisés durant toute la fête – sur les mobilisations pour la justice climatique, contre l'autoritarisme et les violences policières, et la construction des luttes sur les lieux de travail – ont réuni entre 100 et plus de 150 participantEs.

#### Stopper les offensives

Le point fort de la journée a certainement été le court meeting de conclusion. Précédant l'intervention d'Olivier Besancenot, un dirigeant kurde du Conseil démocratique kurde en France (CDK-F) est revenu sur la criminelle intervention turque dans le nord de la Syrie, et l'inaction tout aussi criminelle des grandes puissances qui laissent un peuple et un projet politique, celui porté dans le Rojava, se faire massacrer. Olivier a lui posé les contours de la politique du NPA pour ces prochaines semaines : critique radicale de l'offensive antisociale, raciste, anti-environnementale, du macronisme ; construction de la mobilisation (avec la journée de grève du 5 décembre) ; rassemblement des forces de la gauche sociale et politique pour riposter... Tout cela s'est déroulé en présence d'une quinzaine d'organisations



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTÍN NODA / HANS LUCAS

et de collectifs invités à tenir des tables et qui, pour certainEs, ont participé à nos débats, signe aussi d'un intérêt pour la parole du NPA : des organisations politiques (LO, Ensemble, l'UCL, le POI) et des associations et collectifs (CSP 75, Acrimed, UJFP, ANC France / Catalogne, Collectif Mario Pedrosa / Brésil, Georges Abdallah, Plein le dos / Gilets jaunes / Collectif de défense des jeunes du Mantois...). Impossible, enfin, de conclure sans parler des excellents couscous et sandwiches qui ont (bien) nourri tous les participantEs. Comme un goût d'y revenir vite...  
**Manu Bichindaritz**

## Fête du NPA 33

### Une réussite collective

Environ 250 personnes se sont retrouvées à Cenon pour une fête nouvelle formule, plus étendue dans le temps (de 11h à 23h) et dans l'espace (en dehors de la salle). Une belle réussite militante!

Des camarades, dont des ouvriers de l'usine, ont lu et joué *Ford Blanquefort même pas mort*, des textes d'intellectuels en soutien à la lutte des Ford, un moment émouvant et motivant. Gérard Delteil est venu discuter autour de son polar sur les Gilets jaunes, *les Écœurés*. Le réalisateur Aurélien Blondeau a présenté son film *Il suffira d'un gilet* et débattu avec la salle. LO, AC Gironde, le collectif Georges I. Abdallah, Palestine33, Survie Gironde et ATTAC 33 ont tenu des tables de presse et participé aux débats.



NPA

#### Convergence des luttes

Toute la journée, lors des débats organisés sur la situation sociale, les migrantEs ou l'écologie, ou dehors au soleil avec un verre, nous avons pu parler de nos expériences, de nos idées, de nos points d'accord entre militantEs du NPA et de toutes les luttes actuelles. La convergence des luttes contre l'adversaire commun, le capitalisme et ses serviteurs au

gouvernement, était au cœur des discussions. Dans son allocution, Philippe Poutou a bien sûr appelé à la construire, indépendamment des partis institutionnels, et à se servir des municipales pour poursuivre sur le terrain politique le regroupement de tous ceux et celles qui veulent prendre leurs affaires en main pour contester le capitalisme et les politiciens qui le servent.  
**François et Mónica**

## Courrier

« On a le droit d'être islamophobe ». En reprenant une formule posthume du dessinateur Charb lors de l'université d'été de La France insoumise, Henri Peña-Ruiz n'imaginait pas qu'il déclencherait une telle polémique. Une partie du NPA s'en est mêlée. Le spécialiste de la laïcité est accusé de faire le jeu des « racistes de tout poil ». Mais la critique va au-delà. « Face à l'expansion des extrêmes droites [...], il s'agit de ne pas tergiverser : on n'a pas le droit d'être islamophobe, mais on a le devoir de lutter contre l'islamophobie » a-t-on pu lire dans l'article intitulé « Le "droit d'être islamophobe" ? » paru dans *L'Anticapitaliste* du 12 septembre dernier. Nous sommes donc sommés de choisir notre camp. Comme si la lutte contre l'islamophobie ne pouvait pas être aussi instrumentalisée ?

#### Phobie ou pas phobie?

Face à la polémique, Peña-Ruiz a reconnu que « le suffixe phobie n'est

pas très pertinent car il pathologise cette liberté [de critiquer une vision du monde] ».

La phobie, nous dit le dictionnaire, est une crainte excessive, malade et irraisonnée, une peur ou une aversion instinctive. La phobie de l'islam, dont l'extrême droite est le foyer d'infection, est bien une maladie. Cette islamophobie fait des ravages dont l'un, et non des moindres, est de diviser les travailleurEs et les plus pauvres. Dénoncer le caractère anesthésiant et aliénant de la religion comme obstacle à toute émancipation n'a par contre rien d'une phobie. La religion est « l'opium du peuple » écrivait Marx, qui ajoutait que « la critique de la religion détruit les illusions de l'homme pour qu'il pense, agisse, façonne sa réalité comme un homme sans illusions parvenu à l'âge

de la raison. » Contrairement aux démagogues, nous nous adressons à l'intelligence et à la solidarité des exploités et des opprimés, pas aux peurs irraisonnées distillées d'en haut, ni à cette laïcité républicaine à géométrie variable à laquelle s'en remet Peña-Ruiz.

#### Choisir son camp?

L'anti-islamophobie serait donc le remède. L'injonction découlerait des « ravages de l'islamophobie ». En effet, c'est peu dire que le fond de l'air se rembrunit : banalisation du racisme, nomination d'un commissaire européen chargé de la « protection de notre mode de vie européen », débat sur l'immigration lancé par Macron dans le but de dévier la colère sociale... Faut-il pour autant en appeler au « devoir de

lutter contre l'islamophobie »? Choisir son camp entre « droit à l'islamophobie » et « anti-islamophobie »? Pas si simple, car nous avons à combattre sur plusieurs fronts. Un islam militant, religieux et politique, est également à l'offensive, composé de mouvements plus ou moins réactionnaires qui cherchent à dresser un fossé entre musulmanEs et non-musulmanEs, jouant sur la peur voire la terreur. Si la droite et l'extrême droite instrumentalisent la laïcité, les islamistes n'en font pas moins avec l'anti-islamophobie. Voir dans l'islamisme politique un ennemi des travailleurEs et un obscurantisme ne vient pas davantage d'une phobie de l'islam. Il n'y a hélas pas besoin de diaboliser les régimes ou les groupes terroristes qui se réclament de l'islam dans le monde pour

constater leur caractère anti-ouvrier, liberticide et totalitaire. Les pièges sont donc multiples. Le radicalisme anti-islamophobe ne permet pas de les éviter, et même parfois à se faire piéger. Nous pouvons y faire face. Comme nous combattons à la fois l'antisémitisme et le sionisme (n'en déplaise aux sionistes pour lesquels tout antisémitisme serait de l'antisémitisme), lutter contre l'islamophobie véhiculée par l'extrême droite et contre l'islamisme politique (n'en déplaise aux islamistes pour lesquels toute critique de l'islam serait islamophobe) amènera à se retrouver sous les tirs croisés de ces deux camps, preuve qu'ils se rejoignent dans leur conception réactionnaire du monde. C'est la meilleure façon de ne pas se faire instrumentaliser.  
**Gilles Seguin**

## Le «devoir de lutter contre l'islamophobie»?

Nous publions un texte de réponse à un article publié dans *L'Anticapitaliste* n°488.



Cinéma

# Pour Sama, de Waad al-Kateab et Edward Watts

Film britannico-étatsunien, 1h37, sorti le 9 octobre 2019.

Le 9 octobre est sorti en salle ce documentaire réalisé par Waad al-Kateab, qui montre de l'intérieur la vie et la lutte à Alep depuis le début de la révolution syrienne, en 2011, jusqu'à la reprise de la ville en 2016 par le régime. La jeune femme dédie ce film à sa fille, Sama, née en 2016, sous les bombes. C'est un documentaire qui ressemble à un journal filmé où elle s'adresse à sa fille, lui racontant ce qu'ils et elles ont vécu. Elle veut que ce soit un témoignage poignant, pour ne pas oublier, pour que sa fille puisse savoir et voir un jour d'où elle vient, où elle est née, dans quelles conditions et pourquoi.



populations civiles sous la violence des bombardements russes ciblés pour faire le plus de victimes possible et briser le moral des rebelles. On voit très bien dans le film que Bachar al-Assad et ses alliés ne mènent pas la guerre à Alep contre Daech, (vaincu par les habitants d'Alep Est organisés en comités et coordinations) mais contre la population rebelle, qui a commencé la révolution et que le régime veut écraser par tous les moyens.

La jeune femme a emmagasiné des centaines d'heures d'images, elle a filmé le bruit des bombes, la peur, l'hôpital de fortune, les blessés, les victimes, les amis partis, la naissance de sa fille, le courage de rester, l'espoir, l'entraide... Le documentariste Edward Watts a fait un très beau travail de montage, et le film est de très grande qualité.

**Un outil militant**

Mais surtout, *Pour Sama* est un poignant regard humain sur des héros, des héroïnes, qui se sont battus pour la liberté, le pouvoir

rendu au peuple et qui, malgré leur courage inouï, ont été balayés sans pitié par un régime qui les a massacrés pendant que la communauté internationale regardait, sans rien faire.

Waad al-Kateab, qui a reçu le prix du meilleur documentaire à Cannes, veut faire de ce film un outil militant pour la cause du peuple syrien, pour qu'on n'oublie pas les idéaux de la révolution qui ont animé la population syrienne, pour dénoncer les crimes de Bachar al-Assad et de ses alliés qui continuent à bombardier et massacrer aujourd'hui, ce qui reste de résistance, comme à Idlib. Avec une obstination sans limite elle se déplace partout, parle lors d'avant-premières, anime des débats. N'hésitez pas à la faire venir dans vos villes! Pour reprendre les mots de Jean-Pierre Filiu, spécialiste du Moyen-Orient et de la Syrie, il faut saluer « la force de l'engagement et la solidité des convictions » de cette jeune femme de 29 ans.

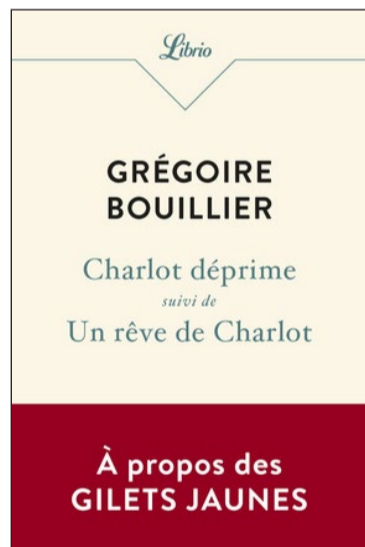
Dominique Pierre

**Dans l'enfer d'Alep**

Au-delà du film-témoin personnel, *Pour Sama* est un puissant manifeste anti-régime Assad et une dénonciation des dirigeants internationaux qui ont laissé faire, voire participé au désastre. Waad filme sans relâche : son mari, médecin, engagé dans la révolution syrienne, ainsi que leurs amiEs, médecins,

infirmierEs, soignantEs, qui ont créé un hôpital. Pendant quatre ans ils combattront, portés par le souffle de la révolution et les idéaux de liberté, sauvant les vies humaines au risque de leur propre vie. Ses images tournées au cœur d'Alep, assiégée par les troupes gouvernementales, montrent la vie de plus en plus terrible des

Littérature



## Charlot déprime, suivi de Un rêve de Charlot, de Grégoire Bouillier

Librio, 122 pages, 5 euros.

Mais écrire quoi? [...] Pas voir ce que je pense mais penser ce que je vois. [...] Écrire consiste à sortir, ce coup-ci. À aller dehors voir ce qu'il en est réellement. Si j'y suis ou pas.» Avec son copain Lolo, photographe, il ira le samedi 8 décembre sur les Champs-Élysées. Et il racontera. « Raconter, pas m'exprimer. Raconter! »

**Ça a à voir avec James Baldwin**

Et il se fait violence pour tenir ce programme, tenir à distance les idées toutes faites. Déployer toutes les antennes. Puis écrire. Et découvrir (« petit orgasme au-dessus

de la ceinture...») que sous « l'Arc de triomphe » se cache un anagramme: « Charlot déprime »! Deux jours après, Charlot/Bouillier fait un rêve. *I have a dream*. Pardon, non, pas Martin Luther King, non, « Ça a à voir avec James Baldwin » et le film *Eyes Wide Shut*. Il note tout ce qu'il peut. Et se remet à écrire avec ce souci de « vraisemblance ambiguë » et avec de si précieuses découvertes au bout. Le rêve et la fiction comme moyens d'exploration, c'est confirmé!

Fernand Beckrich

1 - Voir l'Anticapitaliste n°439.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43  
www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h - 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h - 20 h

Parmi les nombreux livres édités sur les Gilets jaunes, celui-ci dénote. Il est très court, pas cher, il s'agit de deux textes littéraires, formidables textes, marrants, d'une grande puissance poétique. Et politiques à leur manière. Nous connaissons Grégoire Bouillier<sup>1</sup>, magistral dans son roman-fleuve *le Dossier M*, paru en 2017 et 2018 (2 tomes, 1800 pages). « Je ne parle pas de moi, je pars de moi. J'ai mon point de départ, c'est bibi. Mais l'objet c'est toujours le monde. C'est toujours les autres. C'est toujours les phénomènes, les mystères de la vie, de l'amour etc. Il y avait un mystère, c'était celui des Gilets jaunes. » dit-il dans une interview à France Culture.

**Pas voir ce que je pense mais penser ce que je vois**

Le ton est donné d'emblée: « Dès qu'il s'agit d'en avoir par-dessus le marché, j'éprouve une petite joie dans mon cœur. C'est comme ça. Mon petit diable surgit immédiatement de sa boîte pour faire des bonds partout en agitant les bras dans tous les sens tel un naufragé sur une île. Il sort de sa poche tous les grands mots du dictionnaire Maitron et les jette en l'air comme des paillettes d'or. C'est lui qui m'a suggéré (le mot est faible) d'écrire un texte. » Un peu plus loin: « Écrire?

Essai

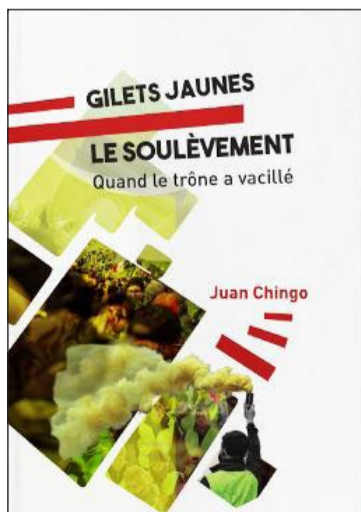
## Gilets jaunes, le soulèvement, de Juan Chingo

Éditions Communard.e.s, 204 pages, 12 euros.

Juan Chingo est journaliste politique spécialiste de la situation internationale et des mouvements sociaux. Éditorialiste à Révolution permanente et militant au NPA, il publie son premier livre à l'occasion du mouvement des Gilets jaunes qu'il a suivi, acte après acte, depuis le 17 novembre.

**Soulèvement incontrôlable**

Selon lui, le mouvement des Gilets jaunes a plus d'un mérite. D'abord, celui d'incarner un violent « retour de flamme pour la bourgeoisie ». Ce d'autant plus qu'il s'agit d'une mobilisation « vis-à-vis de laquelle les méthodes habituelles de canalisation ne servaient à rien ». Un soulèvement incontrôlable qui explique par ailleurs la violence avec laquelle le mouvement aura été réprimé, faisant franchir un cap



supplémentaire à l'autoritarisme d'une 5<sup>e</sup> République dont la crise ne cesse de s'approfondir.

Mais ce qui intéresse Juan Chingo, et qui fait la singularité de sa démarche, c'est de voir comment le mouvement des Gilets jaunes agit et peut agir à la manière d'un électrochoc à l'égard du mouvement social et politique. Un mouvement qui révèle une « forme nouvelle de développement inégal et combiné qui affecte le prolétariat et ses organisations », entre « institutionnalisation des organisations traditionnelles » et « réduction des amoindrisseurs sociaux » et qui ouvre la porte à des irruptions plus violentes dont le mouvement des Gilets jaunes n'est certainement qu'un avant-goût, comme semble le confirmer la mobilisation naissante à la RATP dont la radicalité rappelle celle des Gilets jaunes.

Correspondante

Bande dessinée

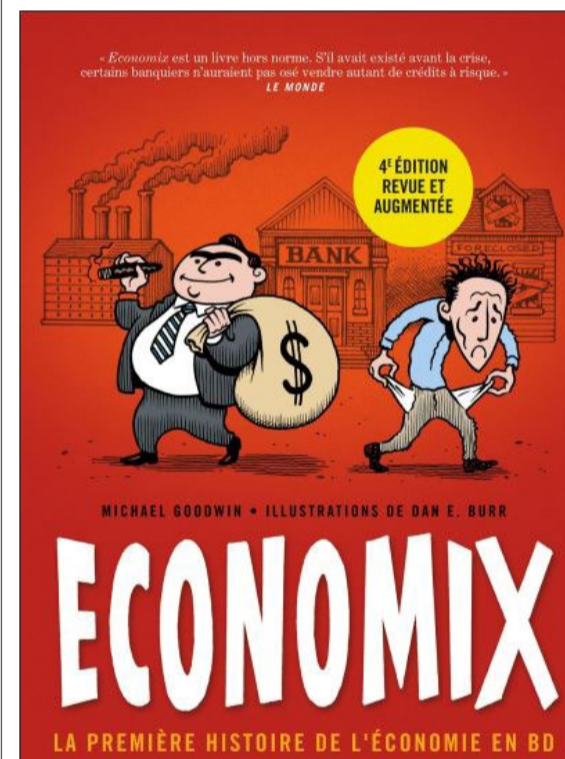
## Economix (4<sup>e</sup> édition), de Michael Goodwin et Dan E. Burr au dessin

Éditions Les Arènes, 336 pages, dont 32 nouvelles pages, 24,90 euros.

Le 8 octobre, le grand auditorium de la Cité de l'Économie accueillait Michael Goodwin pour une conférence débat autour des thèses développées dans la BD *Economix* qui est devenue, à juste titre, un best-seller. *L'Anticapitaliste*, qui avait critiqué la BD lors de sa première édition, était invité. Devant un parterre d'étudiants, l'auteur étatsunien a honnêtement reconnu quelques faiblesses.

**L'économie en bande dessinée**

Signe des temps : même les grandes écoles de commerce (ESPC, Dauphine) s'interrogent sur le capitalisme et ses crises à répétition. En collaboration avec la Cité de l'Économie, elles avaient donc invité l'économiste et historien étatsunien Michael Goodwin à présenter les thèmes développés dans la célèbre BD *Economix*<sup>1</sup> et à en débattre.



Michael Goodwin a réussi, en 45 minutes et quelques planches issues de la BD, à résumer l'histoire de l'économie mondiale depuis les prémices du capitalisme jusqu'à la mondialisation financière contemporaine, en s'interrogeant sur les causes profondes des grandes crises contemporaines (1929, 1987, 2008), en n'oubliant pas l'impact des guerres, et en expliquant pourquoi une nouvelle crise encore plus importante est inéluctable à très court terme.

Michael Goodwin, qui n'est pas marxiste mais plutôt keynésien, avait oublié dans sa présentation que la sortie de chaque crise s'était faite par le pillage des pays non impérialistes et l'exploitation forcée et sauvage de leurs habitantEs de « 7 à 77 ans » en systématisant un quasi nouvel esclavage à l'échelle de la planète. Plus grave, ce pillage s'est également fait par la mise à sac mondiale de la nature jusqu'à un quasi point de non-retour. C'est ce que nous lui avons dit, en citant les travaux de Marx et Trotski<sup>2</sup> sur le sujet, en ajoutant qu'on ne sortirait pas de l'impasse par un soutien à l'économie « réelle » contre la financiarisation mais bien par l'expropriation des banques et des grands groupes mondiaux pour transformer immédiatement l'économie et sauver la planète. Michael Goodwin, en bon intellectuel étatsunien<sup>3</sup>, a reconnu que la question écologique n'était pas assez développée dans ses travaux et qu'il fallait touTEs s'y mettre. Les professeurs des grandes écoles de commerce présents étaient consternés mais se sont tus. Comme quoi on peut faire passer pas mal de choses par la BD!

Sylvain Chardon

1 - Voir l'Anticapitaliste n°317.

2 - Marx est le premier théoricien sérieux de la soutenabilité écologique. Voir Daniel Bensaid: « Marx, productivisme et écologie ».

3 - « Bon intellectuel étatsunien » n'est pas péjoratif, mais une réalité qui fait que les travaux économiques « made in USA » sont souvent supérieurs aux productions européennes.



# MORT D'ANGELO GARAND « La peine de mort a-t-elle vraiment été abolie ? »

**Entretien avec Aurélie Garand, du comité Justice et vérité pour Angelo, du nom de son frère assassiné à Blois par la police en mars 2017. Aurélie était présente à Paris lors de la fête du NPA le 12 octobre (voir page 10).**

**Que s'est-il passé le 30 mars 2017 ?**

Le 30 mars 2017, c'est le jour où mon frère Angelo a été abattu chez mes parents. Angelo avait été invité pour manger une grillade chez mes parents et, aux environs de 13h, il y a une équipe du GIGN qui est arrivée. Ils venaient pour interpellé Angelo car, 6 mois auparavant, alors qu'il avait été incarcéré pour des affaires de vols, Angelo avait eu une permission pour venir voir sa famille et il n'était pas rentré. Quand le GIGN est arrivé, Angelo est allé se cacher dans une petite remise, pendant ce temps-là ils ont mis toute ma famille à terre. Ils leur ont crié « Fermez-la, fermez-la », ils ont menotté mes parents dans le dos, c'était très violent. Ils ont tout fouillé et, alors qu'ils étaient prêts à repartir, Angelo a fait un petit bruit dans cette remise. Les hommes du GIGN se sont précipités et, aussitôt, il y a eu des coups de feu. On a su par la suite qu'Angelo avait reçu cinq balles dans le thorax, tirées dans les organes vitaux : le cœur, le foie, un rein et les deux poumons.

Dès qu'ils ont tué Angelo, ils ont enlevé ma famille de la scène de crime, mon père était alors à cinq mètres, et ils les ont fait monter dans la cour, un peu plus haut. Les gendarmes ont pris le relais du GIGN, et ils ont forcé ma famille à aller faire une déposition, alors qu'ils ne voulaient pas. Et c'est à ce moment-là, vers 7h du soir, que le procureur a officiellement annoncé à ma famille le décès d'Angelo. On s'en doutait bien mais il y avait quand même encore de l'espoir, malgré la violence, qu'Angelo soit blessé et pas mort. Et le procureur leur dit « Toutes mes condoléances » et ajoute « Par ailleurs j'espère que ça ne se passera pas comme en 2010. » Il faut savoir que 2010, c'est quand Luigi Duquenot avait été abattu par les gendarmes dans le Loir-et-Cher, et qu'il y avait alors eu ce qu'ils appellent des « débordements », en fait des gens qui avaient exigé la vérité sur la mort de Luigi, et là on a compris le chemin qu'ils voulaient nous faire prendre.

**Et comment avez-vous réagi ?**

Plus tard, ils nous ont autorisés à aller chercher des affaires chez nous, mais pas à y rester, il y avait encore le corps d'Angelo, on était surveillés et on a juste pu prendre des affaires et décamper. Et on n'a pu retourner chez nous que le lendemain, en fin d'après-midi. Et alors qu'on n'avait pas encore pu rentrer chez nous, on a vu le procureur, sur France 3, expliquer leur version, et décrire une scène complètement folle : Angelo se serait rué sur les hommes du GIGN avec un couteau, il aurait résisté



LAROTATIVE

à des coups de taser, il aurait été prêt à leur trancher la jugulaire, un scénario délirant. En voyant ça, on s'est dit qu'il fallait faire quelque chose. Et j'ai fait une vidéo, en reprenant les propos du procureur, qui présentait notamment Angelo comme un évadé, un homme dangereux... Donc j'ai fait une vidéo, on l'a postée sur Youtube, et j'ai reçu le soutien de militants, d'autres familles, avec Amal Bentounsi qui m'a donné tout de suite les premiers conseils, notamment se porter partie civile pour avoir accès au dossier. Et c'est là qu'on a créé le collectif Justice et vérité pour Angelo, car avoir une affaire juridique mais pas de mobilisation ça n'a aucun sens.

**Avec qui avez-vous lancé le collectif et quelles ont été ses premières actions ?**

15 jours après la mort d'Angelo, on a organisé une réunion chez nous et on a lancé le collectif, en appelant à une première marche à Blois, pour dire que la version policière était fautive, qu'il n'y avait pas de couteau, bref, que c'était un crime et qu'Angelo n'était pas coupable de sa mort. Et c'est à ce moment-là que j'ai rencontré d'autres familles, d'autres sœurs.

Angelo a fait pas mal de prison, est passé pas mal de fois devant des tribunaux, et donc nous on connaît, en tant que gens du voyage, cette justice, qui n'est pas juste. Il y a plein de préjugés contre les gens du voyage, ceux qui ont tué Angelo les avaient sûrement eux aussi, se disant « On intervient chez des gens du voyage, dangereux, potentiellement armés, etc. ». C'est pour ça que le collectif est pour Angelo, contre les violences, mais aussi contre le racisme, contre le racisme d'un État qui est puissant, très puissant. On sait très bien qu'on n'en serait pas là s'il n'y avait pas ce racisme.

**Peux-tu nous parler de vos démarches juridiques et des obstacles que vous avez rencontrés ?**

Côté juridique, on ne nous a rien épargné. On s'est aussitôt constitué partie civile, le procureur a ouvert une enquête pour, disait-il, faire toute la lumière, il y a eu une instruction par un juge, on nous a reçus quelques mois plus tard. Un premier non-lieu a été rendu en octobre 2018, et on s'est aperçu que ce non-lieu avait été rendu par un juge qui venait d'arriver, qui avait repris le dossier sans qu'on

le sache, et qu'on n'avait jamais rencontrée, ni nous ni nos avocats. On a fait immédiatement appel et, en février 2019, la chambre d'instruction a confirmé le non-lieu en s'appuyant sur le récent texte de loi L435-1, un véritable permis de tuer. Et c'est pour ça que le combat pour Angelo a une vraie dimension politique, car c'est la première fois qu'ils ont appliqué cet article, cette loi. On a déposé un pourvoi en cassation, et on sait très bien que si ça passe pour eux en cassation dans le cas d'Angelo, ça fera jurisprudence, et qu'ils s'appuieront sur ce dossier pour justifier les prochaines morts. Ce qui est grave avec cet article, c'est que cela signifie des non-lieux jugés dans des bureaux : on n'a pas accès à un procès.

Le combat pour Angelo est donc aussi un combat pour l'information de la population et sur les dangers pour tout le monde : on voit bien, dans le contexte actuel, avec les mouvements sociaux, que personne n'est à l'abri, et on voit bien que les forces de l'ordre sont couvertes pénalement. Angelo a pris cinq balles dans le torse, et les deux non-lieux sont pour moi une réponse claire : oui ils ont tué Angelo, oui ils avaient le droit de le faire, non ils ne sont pas responsables pénalement. La question politique qui se pose c'est : la peine de mort a-t-elle vraiment été abolie ?

Ce sont des faits graves, et c'est extrêmement dur, il faut se battre pour informer, pour faire connaître la vérité, faire savoir que c'est une exécution. Et si on tient, c'est grâce au soutien, et aussi grâce à la solidarité financière car toutes ces démarches juridiques ont un coût auquel on n'est pas préparé. On a fait une cagnotte, et jusqu'ici on a réussi à s'en sortir avec ça. Sans la solidarité, ça n'aurait pas été possible.

*Propos recueillis par Julien Salingue*

**L'image de la semaine**



**Vu ailleurs**

**L'ARGENT DE VALEURS ACTUELLES.**

Dans la série « les milliardaires qui possèdent la presse française », il y a les connus – les Arnault, Bolloré ou Niel – et les discrets comme Iskandar Safa. Franco-libanais, issu de la communauté chrétienne libanaise, il fait partie des 100 plus grosses fortunes de France, et détient l'hebdomadaire réactionnaire et d'ultra-droite Valeurs actuelles. Il a également tenté de racheter cet été le quotidien régional Nice-Matin, bataillant avec Xavier Niel pour finalement jeter l'éponge. Iskandar Safa possède notamment plusieurs chantiers navals, en France, en Allemagne et à Abu Dhabi, où sont construits des yachts de luxe et des navires militaires légers. Il a acquis en 2015 le magazine Valeurs actuelles, auparavant détenu par le groupe pharmaceutique Pierre Fabre, en faisant équipe avec Étienne Mougeotte et Charles Villeneuve, tous les deux anciens de Tfi. Le trio avait déjà tenté, alors, de racheter Nice-Matin. Valeurs actuelles diffuse aujourd'hui à plus de 90 000 exemplaires chaque semaine. Une audience plutôt honorable dans le paysage des hebdomadaires français. Sa ligne éditoriale penche clairement à l'ultra-droite : ses unes consacrent Marion Maréchal-Le Pen, Éric Zemmour et « son identité française », encensent Philippe de Villiers (avec une « Clovis, Macron, la France et moi... ») ou, pendant la campagne présidentielle de 2017, « Fillon l'insoumis ». Elles louent aussi « La France chrétienne », complimentent « l'homme qui secoue l'Europe », en l'occurrence l'ancien ministre de l'Intérieur italien d'extrême droite Matteo Salvini, et « les nouveaux visages de la rébellion des peuples » [...].

Du côté des relais politiques, le groupe éditeur de Valeurs actuelles, Valmonde, a pour vice-président depuis 2010 Olivier Dassault, fils de Serge Dassault. Son père était sénateur. Olivier Dassault est, lui, député (LR) de manière presque ininterrompue depuis 1988, et préside le conseil de surveillance du groupe d'armements éponyme, qui produit des avions militaires – comme les Rafales, vendus à l'Égypte, au Qatar et à l'Inde – et des systèmes de défense militaire.

Rachel Knaebel, « Le discret business du propriétaire de Valeurs actuelles, l'hebd de référence de l'ultra-droite », Bastamag, 30 septembre 2019.

**L'Anticapitaliste**

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322254755

Date : ..... Signature obligatoire